Edition quotidienne — Québec, Jeudi, 6 Août 1891 — 12e année No. 20

PRIX DE L'ABONNEMENT

Edition Quotidienne

Un an ..... $ 3 00
Huit mois 2 00
Six mois 1 50
Trois mois 1 00

L'abonnement est strictement payable d'avance

Edition Hebdomadaire

Un an, au comptant, d'avance 1 75

Bibliotheque du Parlement

L'ELECTEUR

JOURNAL DU MATIN

TARIF DES ANNONCES

ERNEST PACAUD, directeur de la rédaction — BELLEAU & Cie., administrateurs. BUREAUX: Côte Lamontagne, Basse-Ville, Québec. — ELRIC BARTHE, rédacteur.

L'ELECTEUR

QUEBEC, 6 AOUT 1891

EFFORTS RIDICULES POUR DETOURNER L'ATTENTION PUBLIQUE

Le parti conservateur joue en ce moment le même jeu que le filou qui, voyant pris les mains dans les coffres, cherche à donner le change à la police en criant lui-même au voleur.

Pour détourner l'attention du public indigné des turpitudes que chaque jour révèle sur son compte, quelques-uns de nos adversaires s'avisent de crier au scandale contre le gouvernement Mercier.

Quelques mots d'explication suffiront pour mettre en relief le ridicule de cet effort désespéré. Notons d'abord que l'incident sur lequel les scies du parti tory exercent en ce moment leurs dents ébréchées n'est que la répétition d'insinuations lancées il y a deux mois par l'*Etendard* et dans le temps victorieusement réfutées par l'*Electeur*.

Nous pourrions nous contenter de renvoyer le lecteur à nos numéros du 8 et du 11 juin. Mais l'occasion est trop bonne pour confondre nos détracteurs pour que nous n'en profitions pas, au risque de nous répéter.

Il y a quelques années, une compagnie se forma sous le nom de Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs pour construire une voie ferrée se raccordant à l'Intercolonial et devant traverser la péninsule de la Gaspésie. Elle reçut de l'aide des deux gouvernements sous forme de subsides. M. C. N. Armstrong, de Montréal, fut chargé de la construction du chemin. Comme on le sait, cette compagnie ne fut pas heureuse, et, après avoir fait 60 milles de terrassement, se trouva en face de dettes et d'obligations qui l'empêchèrent de continuer ses travaux. Ces dettes s'élevaient, croyons-nous, à environ trois quarts de million de piastres, et constituaient un obstacle qu'il semblait impossible d'écarter, en maintenant l'ancien ordre des choses. La situation était désastreuse pour la région intéressée, l'une des plus belles du pays, et il devenait plus urgent de jour en jour de faire disparaître ces obstacles insurmontables. C'est alors que le gouvernement provincial, comprenant toute l'importance de l'entreprise, intervint et prit un grand parti : celui d'affronter de face les difficultés de la situation. Il fit adopter, à la dernière session de la Législature, sans contradiction, une mesure accordant une aide de $280,000 à toute personne ou toutes personnes qui représenteraient et prendraient l'engagement de payer les dettes de l'ancienne compagnie et de compléter les travaux. Un syndicat puissant se présenta, le plus puissant peut-être qui puisse être formé dans le monde financier de cette province. Ce syndicat offrit au gouvernement, en considération de l'assistance votée par la Législature, de remplir toutes les obligations imposées par le statut.

Cependant, bien que les membres de ce syndicat fussent tous puissamment riches, l'honorable M. Garneau, qui agissait alors comme premier ministre en l'absence de l'honorable M. Mercier, exigea d'eux de telles garanties que, dans le cours ordinaire des choses, le commun des hommes d'affaires s'en fut formalisé. Il commença par leur dicter comme condition première un dépôt de débentures au montant de $500,000, portant première hypothèque sur les 60 milles de chemins construits au prix de plus d'un million de piastres. Non satisfait de cela, il refusa encore de mettre le syndicat en possession des $280,000 de subsides en question, qui revenait de droits à celui-ci en échange de son engagement de payer les dettes et de parachever les travaux ; il leur signifia qu'il retiendrait cet argent pour payer lui-même les dettes qui lui seraient désignées comme incontestables par le syndicat, afin d'être bien sûr que le but que la Législature avait eu en vue fût atteint.

Ainsi fut fait. La première réclamation qui se présentait était celle de M. Armstrong, qui s'élevait à $298,000. Cette créance était approuvée et certifiée par l'ancienne compagnie. Cependant, sous la pression du nouveau syndicat, M. Armstrong finit par consentir à réduire cette réclamation à $175,000. Il fallait donc la régler, bon gré mal gré. C'était la première chose à faire, car c'était M. Armstrong qui avait possession du chemin et des travaux exécutés par lui et qui ne lui avait pas été payés.

Cette réclamation, ainsi réduite, fut soumise au gouvernement par le syndicat, qui demanda au gouvernement d'en faire le paiement à M. Armstrong, et le gouvernement dut s'exécuter, car nous tenons bien que cet argent ne lui appartenait plus, mais qu'il était devenu la propriété du syndicat, en vertu de l'engagement pris par celui-ci de payer les dettes et de parachever le chemin. S'il avait refusé de payer, M. Armstrong aurait de son côté refusé de mettre le syndicat en possession du chemin et ce dernier aurait nécessairement poursuivi le gouvernement en dommages pour défaut d'exécution de contrat.

Le montant fut donc régulièrement payé à Armstrong en chèques à son ordre. Celui-ci l'a lui-même admis devant le comité du Sénat, s'il faut en croire le compte-rendu très détaillé que la *Montreal Gazette* donne de cette séance :

" L'honorable M. Tassé.—M. J. C. Langelier dit en réponse à l'*Etendard* que $200,000 ont été déboursées par lui, en sa qualité de commissaire, pour payer les dettes du chemin de fer de la Baie des Chaleurs. Il a été déclaré que $175,000 vous ont été payées. J'aimerais à savoir ce que vous avez fait de cet argent.

M. Armstrong.—Je ne sache pas que je sois tenu de rendre compte à ce comité de mes affaires privées.

Le président.—Peut-être consentirez-vous à dire quel est le montant que vous avez reçu ?

M. Armstrong.—J'ai reçu $175,000 en règlement d'une réclamation de plus de $500,000.

L'honorable M. Tassé.—Est-ce que cet argent avait été employé sur le chemin.

M. Armstrong.—Il avait déjà été dépensé pour ces fins. La réclamation était depuis trois ans pendante contre la compagnie. J'ai touché $175,000, ayant refusé de livrer possession tant que ma créance n'eût pas été réglée. La nouvelle compagnie ne pouvait entrer en possession sans cela.

L'honorable M. Tassé. — Avez-vous payé quelque commission sur cet argent ?

M. Armstrong.—Non, monsieur.

L'honorable M. Tassé.—En aucune manière ?

M. Armstrong.—Non, monsieur.

L'honorable M. Tassé.—Votre créance était-elle pour de l'argent dépensé sur le chemin ?

M. Armstrong.—Oui, monsieur ; c'était des dépenses pour lesquelles j'avais le certificat de l'ingénieur. "

Dépistés sur ce point, nos adversaires demandent à Armstrong ce qu'il a fait de son argent ; ils veulent qu'il en rende compte. Et parce que celui-ci, comme tout homme d'affaires, refuse de rendre compte de la manière dont il emploie de l'argent qui lui appartient, on en conclut que c'est lui qui a fait les élections de M. Mercier. Or, détail intéressant, lorsque Armstrong a été payé, ou même lorsque le nouveau syndicat a fait la première démarche pour s'offrir au lieu et place de l'ancienne compagnie, il y avait onze mois que les élections provinciales avaient eu lieu. Et puis, est-ce assez absurde, cette idée qu'un conservateur comme M. Armstrong, qui est l'un des plus actifs agents du parti tory dans cette province, ait dépensé $75,000 ou $100,000 contre son parti ?

Mais qu'est-il donc survenu, demandera-t-on, pour justifier tout ce tapage de la presse bleue ? Un simple incident au comité des chemins de fer du Sénat. La nouvelle compagnie, qui était incorporée par la Législature provinciale, avait besoin d'une charte fédérale. Quelques sénateurs bleus ont cru devoir en profiter pour ramener sur le tapis les insinuations lancées il y a deux mois par l'*Etendard* afin d'en emplir leurs journaux et fournir à leurs fidèles un dérivatif quelconque à ce qui se passe aux comités de la Chambre des Communes. Qu'on remarque qu'il ne s'agit pas d'une enquête, qu'il n'y a pas eu de témoins entendus, mais qu'il s'agit simplement d'une délibération de comité sur un bill déjà passé aux Communes, et que tout ce tintamarre en l'air provient de la déclaration d'un avocat, qui a dit avoir lu dans l'*Etendard* que M. Armstrong avait employé à faire les élections de 1890 l'argent qu'il a touché en 1891.

Est-il possible d'imaginer plus belle bulle de savon ? Et cependant, sait-on comment la *Montreal Gazette* présente cette ridicule affaire à ses lecteurs :

"*Du "boodle" pour Mercier.—Le gros scandale du chemin de fer de la Baie des Chaleurs éclate.—$75,000 pour les élections.—Pris à même l'octroi de la Législature provinciale en faveur du chemin.—Accusation positive formulée par l'avocat des créanciers de la vieille compagnie devant le comité du Sénat.—L'honorable M. Justitaille explique sa position.—Récit intéressant.*"

Voilà ce qu'on appelle une accusation positive : la répétition de quelque racontar qu'on a lu il y a deux mois dans l'*Etendard*, un octroi de subsides voté en 1891 employé pour faire les élections en 1890 ! N'avions-nous pas raison de dire en commençant que nos adversaires sont comme ces filous qui crient au voleur quand ils se voient pris sur le fait ?

A OTTAWA

(Soir de l'Electeur)

Ottawa, 5 août.

Le public, qui commençait à perdre un peu de l'intérêt qu'il a montré jusqu'ici pour l'affaire Tarte-McGreevy, avait été de nouveau émoustillé par l'annonce que M. Thomas McGreevy allait donner son témoignage. Il a été un peu désappointé par le commencement de sa déposition. M. Fitzpatrick, son avocat, qui, comme on devait s'y attendre, a conduit sa cause avec une grande habileté, lui a fait parcourir presque tout le témoignage de M. Murphy et celui de M. R. H. McGreevy, afin de lui donner l'occasion de nier presque toutes celles de leurs assertions qui le concernent. Les conservateurs, qui depuis plusieurs semaines avaient complètement jeté à l'eau le député de Québec Ouest, ont paru reprendre espoir, en l'attendant affirmer qu'il n'avait rien fait de ce dont on l'avait accusé. M. Curran, entre autres, qui avait eu tant de chagrin de se voir obliger de sacrifier M. McGreevy, était tout rayonnant. A chaque dénégation du député de Québec-Ouest, il se rengorgeait et se tournait d'un air triomphant du côté des députés de l'opposition. M. Girouard, qui a au commencement de l'enquête ouvertement pris parti pour M. McGreevy et qui l'avait depuis plusieurs semaines complètement abandonné, était souriant, et l'aidait, de temps en temps, d'une petite indication de ce qu'il devait dire. A un moment donné même, il a cru devoir aller plus loin. Depuis une quinzaine de jours, les amis de sir Hector faisaient courir le bruit que M. McGreevy déclarerait avoir donné au parti libéral une partie de l'argent obtenu des entrepreneurs du hâvre. M. Girouard a cru sans doute que, comme président, c'était à lui à faire éclater la bombe dont on menaçait l'opposition. M. McGreevy venait de déclarer qu'il avait reçu environ $55,000 pour des fins politiques et qu'il n'avait rien gardé de cette somme. M. Girouard lui a demandé s'il n'était pas vrai qu'il avait dépensé une partie de cette somme pour le parti libéral. M. McGreevy a répondu que notre parti n'en avait pas eu un seul sou.

La joie des amis de sir Hector a été de courte durée. Le comité avait, depuis dix heures ce matin, entendu les dénégations du député de Québec-Ouest. A 6 heures moins un quart, M. Geoffrion a commencé son contre-interrogatoire, et en dix minutes il a forcé le témoin de faire des admissions si compromettantes, qu'à l'ajournement les amis du gouvernement étaient convaincus qu'il eut mieux valu pour eux et pour lui qu'il n'eût pas été entendu comme témoin. M. Geoffrion lui a mis sous les yeux les déclarations qu'il a faites à la Chambre des Communes, à la dernière session et à celle-ci, en réponse aux accusations de M. Tarte, et lui a demandé d'expliquer pourquoi il avait nié être le propriétaire de l'*Admiral*. M. McGreevy a essayé de balbutier une explication qui n'a satisfait personne.

La position des amis du gouvernement est si désespérée qu'ils veulent essayer de détourner l'attention du public des scandales d'Ottawa, en dénichant quelques scandales contre le gouvernement de Québec ; mais ils ont mal choisi leur lieu et leur occasion pour leur première tentative. C'est devant le comité des bills privés du sénat qu'ils ont voulu faire lever un scandale. Un M. Barwick, avocat de Toronto, qui s'opposait, au nom de la Banque d'Ontario, au bill par lequel la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs demande une charte fédérale, est venu affirmer que $100,000 du subside voté à cette compagnie à la dernière session de la législature de Québec avaient été employés pour des fins politiques. Comme il prétendait que cette somme avait été prise sur les $175,000 payées à M. Armstrong sur une créance de $300,000, on a fait venir M. Armstrong devant le comité et on lui a demandé si c'était vrai. M. Armstrong a répondu qu'il n'avait pas payé un sou de commission à qui que ce soit, et que toute la somme reçue avait été employée à son usage personnel.

Voilà donc ce scandale qu'on nous annonçait depuis plusieurs jours, complètement raté ; c'est à recommencer. Les bleus ne s'en feront pas faute, mais si c'est avec le même succès, ils feraient mieux d'essayer autre chose.

LES DROITS SUR LE SUCRE

Dans l'appréciation que nous avons faite des changements du tarif, nous disions que la réduction des droits sur le sucre avait été faite dans l'intérêt des raffineurs, et non dans celui des consommateurs.

Les faits mis devant la chambre par M. Langelier, à la séance de vendredi, confirment complètement notre prétention. Le ministre des Finances, en proposant le nouveau tarif, disait qu'il allait abolir complètement les droits sur le sucre *brut*, et laisser un droit de 4/5 de cent par livre sur le sucre *raffiné*. Tous les journaux ministériels ont répété depuis cette affirmation. Eh bien, elle est parfaitement inexacte. Ce n'est pas sur le sucre brut que les droits ont été abolis ; c'est sur le sucre ne dépassant pas 14 degrés du *dutch standard*. Les deux espèces de sucre ne doivent pas être confondues. Le sucre brut est tout sucre qui n'a pas été raffiné. Le sucre de 14 degrés est celui raffiné ou non qui ne contient qu'une certaine quantité de matière saccharine

Un fait cité par M. Langelier fait bien voir l'importance pratique de cette distinction. M. Aug. Dupuis, le commissaire de la province à l'exposition de la Jamaïque, lui avait envoyé deux échantillons de sucre de cette île, importés par M. Demarcado, de la maison Lascelles, Demarcado & Co, de Kingston, les plus grands producteurs de sucre de la Jamaïque. C'était de très beau sucre, qui pouvait parfaitement être consommé à l'état brut. Non-seulement les ouvriers, mais même des familles à l'aise s'en serviraient si elles pouvaient se le procurer. M. Demarcado, ayant entendu dire que le sucre brut était admis ici en franchise, s'était hâté de venir au Canada. Il voulait établir une agence à Montréal. Comme il aurait pu vendre ce sucre entre deux et demie et trois cents, il aurait pu en écouler une énorme quantité. Il se proposait d'acheter ici de la morue, dont il se fait une grande consommation dans les Antilles. Après les discours que M. Foster y avait prononcés l'hiver dernier, M. Demarcado croyait que le gouvernement ferait l'impossible pour favoriser l'établissement de ces nouvelles relations commerciales.

On imagine donc sa surprise, lorsqu'à son arrivée ici, il a appris que le sucre de la Jamaïque aurait à payer les mêmes droits que le sucre raffiné. Pourquoi ? Aux Etats-Unis, ce même sucre est admis en franchise. Oui, mais, aux Etats-Unis le tarif a été fait pour les consommateurs, pendant qu'ici il a été fait pour les raffineurs. L'imposition de droits sur tout sucre au-dessus de quatorze degrés veut dire que tout sucre en état d'être livré au consommateur devra les payer. Le seul sucre exempté de droits, c'est celui qui a besoin d'être raffiné, et les droits sur l'autre sucre vont en empêcher l'importation. Le résultat va être que les raffineurs fourniront seuls presque tout le sucre qui sera livré à la consommation, et cela, après y avoir ajouté le montant du droit. Comme nous l'avons dit déjà il y a quelques semaines, cela va mettre dans leurs poches entre un million et demi et deux millions de piastres par année.

Cela explique bien le zèle du sénateur Drummond et des autres raffineurs pour le gouvernement actuel.

Nous plaignons sincèrement le beau comté de Richelieu. Il est puni, trop puni par où il a péché. Richelieu a cru bien faire en élisant le ministre des Travaux publics. Or, aujourd'hui non-seulement il se trouve sans représentant, mais depuis le printemps pas un seul des travaux publics qui relèvent du gouvernement fédéral, et dont une partie notable de la population de Sorel dépend pour sa subsistance, n'a marché.

Nous tenons de la bouche des principaux hommes du comté, des deux partis, que s'il y avait aujourd'hui une nouvelle élection dans le comté de Richelieu, le candidat conservateur, fut-il le plus fort du parti tout entier, serait battu par au moins 400 voix.

ACTUALITES

Nous remarquons que, tant qu'il ne s'est agi que de sir Hector Langevin, la *Gazette* de Montréal n'avait pas trop de toutes ses colonnes pour publier les compte-rendus du comité d'enquête. Maintenant que M. Haggart est en cause, ce journal supprime la preuve.

Sur l'aimable invitation de M. le propriétaire du *Jacques-Cartier*, plusieurs de nos confrères de la presse sont partis hier matin, à 8 heures, pour Chicoutimi. Ce sont : MM. G. Stewart, jnr., du *Chronicle* ; E. Rouillard, de l'*Evenement* ; T. Dubé, de l'*Electeur* ; A. Desjardins, de l'*Union Canadienne* ; le Dr Lord, du *Quotidien* ; M. Stuart, de la *Gazette* de Montréal ; F. Carrel, du *Daily Telegraph* ; Jules Côté, Paul Blouin et H. Chasse, du *Courrier du Canada*. Nous leur souhaitons un heureux voyage.

La fanfare de la batterie B donnera demain soir un concert-promenade au bout de l'Ile d'Orléans.

Sir Hector a proposé à la Chambre des Communes avant-hier que le délai pour la réception des rapports du comité des bills privés fût prolongé jusqu'au 14 courant. Ce n'est pas un signe que la session tire à sa fin.

Le public peut voir ces jours-ci dans nos vitrines une photographie de la signature du célèbre Bancroft, le lion du jour, entourée de celles de Perley, ingénieur des Travaux publics, Gobeil, secrétaire des Travaux publics, Saucier, témoin, Michael Connolly, N. K. Connolly, entrepreneurs du dock de Kingston, et, *last but not the least*, sir Hector Langevin.

Il se peut que les résultats du recensement du Canada soient publiés dans le cours de la semaine prochaine.

On a compté 8,000 pèlerins au sanctuaire de Ste-Anne de Beaupré lundi.

On lit dans le *Travailleur* de Lowell, Massachusetts :

" Nous apprenons que le Club Lafayette (canadien-français), de Cambridge, vient d'envoyer une délégation auprès de l'honorable W. Laurier, *leader* du parti libéral aux Communes du Canada, pour solliciter de notre illustre compatriote l'honneur de lui offrir un banquet au nom des Canadiens-français du Massachusetts. Ce banquet aura lieu à l'hôtel Vendôme à Boston. Son Excellence le gouverneur Russell et plusieurs autres dignitaires de l'Etat ont promis d'y assister si, comme nous le souhaitons, l'honorable Laurier daigne se rendre à la chaleureuse invitation qui lui est faite aujourd'hui.

" Ce n'est pas à l'homme de parti, mais plutôt au Canadien-français le plus en vue du Dominion à l'heure actuelle que nos compatriotes de Massachusetts désirent rendre hommage en présence de leurs concitoyens d'origine étrangère, espérant par là ajouter, si possible, un nouvel éclat à la réputation du prince des orateurs parlementaires du Canada, et dissiper en même temps les fâcheux préjugés répandus récemment parmi la population américaine, par les journaux irlandais du pays.

" Succès aux organisateurs qui peuvent sûrement compter sur le concours de tous les groupes canadiens de l'Etat. "

Les Acadiens se préparent à célébrer avec plus de pompe que jamais, cette année, leur fête patronale du 15 août prochain.

Mgr Flash, qui vient de mourir, était évêque de Labrosse, dans le Wisconsin, depuis 1881. Ce diocèse renferme une population de 67,000 catholiques, desservis par 97 prêtres dont 18 religieux de la compagnie de Jésus.

Le *Courrier du Canada* fait remarquer avec une satisfaction visible que les entrepreneurs du hâvre de Québec n'admettent avoir réalisé que $651,875 de profit en dix ans, et ajoute que cela est tout à fait raisonnable et pas du tout exorbitant !

Nous lisons dans le *Journal des Débats* de Paris :

" La souscription aux bons du trésor de la province de Québec a été ouverte aujourd'hui à la Banque de Paris et des Pays-Bas. A 12 h. 30 le montant de la souscription était entièrement couvert et l'on a fermé le guichet. "

Une requête a été reçue au bureau du procureur général demandant l'envoi devant la cour du Banc de la Reine d'un citoyen de l'Ile Verte, sous accusation de parjure dans une certaine enquête.

L'honorable juge Irvine est attendu ce soir du bas du fleuve où il a passé quelques jours.

Le club de la Garnison se propose de donner prochainement un *garden party* en l'honneur des marins français.

Nous lisons dans la *Patrie* :

" Si la Chambre ne condamne pas sir Hector et M. T. McGreevy, ce serait inique de ne pas réinstaller les fonctionnaires et les employés qui ont été suspendus pour avoir suivi l'exemple de sir Hector.

" Alors qu'arriverait-il ? C'est qu'autrefois on pillait avec une certaine réserve ; on y mettait des formes ; tandis que désormais, sûr de l'impunité, on n'y mettrait plus aucune mesure.

" Comment, en effet, pourrait-on condamner les nouveaux actes de pillage, après avoir laissé les anciens impunis ? "

L'honorable M. Mercier est arrivé à Québec hier. Il retournera cet après-midi à Sainte-Anne.

Le *Mail* de Toronto fait une revue de toute l'enquête faite devant le comité des Privilèges et Elections, et conclut à la culpabilité de M. McGreevy et de sir Hector Langevin.

Une réunion du bureau des gouverneurs du Club Union aura lieu ce soir dans les salles du club.

Un témoin respectable a juré que le fils de sir Hector Langevin lui avait dit que son père avait besoin de $5,000 à Trois-Rivières. Cette fois remarquable on trouve dans les livres de la société Larkin & Connolly, une entrée de $5,000 pour Trois-Rivières.

M. Claudio Jeannet et M. Alexis Deguise, le sympathique secrétaire de la société d'Economie Sociale, se sont embarqués pour l'Amérique le 22 de ce mois.

M. Jeannet se rend au Texas. M. Deguise ira au Canada qu'il n'a point encore visité, et où il sera accueilli avec la considération que mérite la société si intéressante et si utile à laquelle il consacre son dévouement et sa haute valeur personnelle.

Le *Canadien* publiait hier matin la dépêche spéciale qui suit :

"M. Laurier a fait aujourd'hui l'un des plus beaux discours qui aient été entendus dans la Chambre des Communes. Il vous faudra publier ses déclarations, elles sont d'un homme d'Etat et produiront un salutaire effet. Il a répudié, avec une éloquente énergie, l'accusation de déloyauté portée contre l'opposition ; en fait il est temps que cette accusation cesse. Elle est aussi injuste que dangereuse, en ce sens qu'elle a pour effet de faire croire qu'un grand parti politique est ennemi des institutions canadiennes. La motion de M. Desjardins, qui a le défaut d'être inopportune, est venue comme un cheveu sur la soupe en amendement à une proposition d'aller en subside.

Des amis de Sir Hector Langevin sont à organiser une enquête contre le bureau d'imprimerie, qui est, comme vous le savez, sous la direction de M. Chapleau. La position se corse de plus en plus ici, et rien ne serait moins surprenant qu'une crise avant la fin de la session.

Sir Hector Langevin, appuyé par la *Minerve* et le *Monde*, veut à tout prix sauver M. McGreevy, au risque d'entraîner le parti conservateur dans l'abîme.

Mais les séances du comité des Privilèges et Elections ont été sans sérieuse importance aujourd'hui. M. Foley et le jeune Carbray ont nié avoir reçu de l'argent de M. Murphy en 1887. M. Foley a juré n'avoir pas dépensé un sou dans cette élection ; cependant il a indiqué à M. Robt McGreevy les endroits où il fallait en mettre.

Les témoignages de MM. Foley et Carbray seront contredits, me dit-on. M. Thos McGreevy sera entendu demain après-midi ou jeudi. Son témoignage pourrait élargir le cercle de l'enquête et amener de grosses complications. On parle ici d'une enquête sur les dernières opérations de la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs. "

Le total des diverses pièces de monnaie frappées aux Etats-Unis, pendant le mois dernier, est de 9,000,000, représentant une valeur de $2,899,000.

Le Kansas envoie cette année si peu de grain aux marchés de l'Est qu'on pense que ces cultivateurs suivent le conseil que leur a donné une circulaire de l'Alliance, de garder leurs céréales jusqu'à ce que la hausse se déclare.

On a découvert qu'on a fait en Angleterre des contrefaçons de passeports britanniques qu'on envoie ensuite en Russie pour permettre aux juifs russes d'éviter le paiement de la taxe capitale de $10, en se faisant passer pour des sujets britanniques.

L'hon. Wm Atkinson, de North Anson, Maine, est en cette ville.

M. le professeur Parmelee, le nouveau secrétaire du comité protestant du conseil de l'instruction publique, est en cette ville l'hôte du rév. E. I. Rexford, ex-secrétaire.

ECOLES, COLLEGES ET COUVENTS

Monsieur l'abbé Beaudry, directeur du collège de Joliette, réclame dans l'*Electeur* d'hier contre ce que j'ai écrit au sujet de l'hygiène dans nos écoles, collèges et couvents. Il ne doit pas trop m'en vouloir, après tout, car je lui ai donné l'occasion d'offrir au public un joli boniment pour sa maison. Je ne sais pas comment les choses se passent au collège de Joliette ; mais, si l'enseignement classique est en rapport avec l'éducation physique dont monsieur le directeur nous fait une si alléchante description, nous trouverions là l'idéal à poursuivre. Les élèves se livrent à l'envi aux jeux les plus variés : quilles, *cricket*, *base-ball* et même le *bord* (sic) ; il n'est pas fait mention du *jeu de barres*, mais il doit être dans le programme ; la salle de récréation est pourvue de trapèzes, d'échelles, d'anneaux, etc ; on a substitué l'éclairage électrique à la chandelle de suif ; les élèves n'étudient que sept heures par jour au lieu de dix ; la classe ne dure qu'une heure et demie et pendant tout ce temps l'élève est confortablement assis dans un *bon fauteuil* ; enfin il ne faut pas oublier deux jours de congé par semaine, sans compter le dimanche ; puis, pour combler la mesure, il y a un professeur d'hygiène ; que veut-on de plus ?

Evidemment, le collège de Joliette est le pays de Cocagne des étudiants, au point de vue de l'hygiène, bien entendu, car c'est le seul qui nous préoccupe pour le moment. Mais alors mettons cet établissement hors concours comme étant une heureuse exception ; car, malgré ce qu'en dit monsieur l'abbé Beaudry, je maintiens que l'hygiène est déplorable dans la plupart de nos maisons d'éducation. J'ai étudié dans trois collèges différents et le régime était à peu près identique dans les trois ; depuis bien des années, j'ai été attaché comme médecin à des maisons d'éducation qui ont de nombreuses ramifications dans nos campagnes ; à maintes reprises, j'ai eu l'occasion de visiter des maisons d'école afin de donner mon opinion sur leurs conditions hygiéniques ; je me suis donné la peine d'étudier et de me renseigner sur la question que j'ai traitée et je n'ai fait que me convaincre de plus en plus qu'il était urgent d'éveiller l'attention publique sur un sujet qui intéresse tant de monde. Naturellement il peut y avoir des exceptions, mais je ne devais tenir compte que de la règle générale. Bien loin de songer à dénigrer nos institutions, j'ai voulu faire œuvre utile en signalant une lacune qui n'est que trop flagrante pour tous ceux qui sont au courant de ce qui se passe. Ce qui me porte à croire que j'ai frappé juste, c'est qu'il m'est venu de différentes sources de nombreuses félicitations.

" Faut-il donner au *jeune homme*, dit M. Beaudry, dix heures de sommeil pour conserver sa santé ? " Non, pour un jeune homme, huit heures et demie à neuf heures peuvent suffire ; mais d'ordinaire dans les collèges, il n'y a pas que de *jeunes hommes*. Il y a aussi des enfants et pour eux le sommeil a besoin d'être de plus longue durée afin de permettre au cerveau de se reposer des fatigues occasionnées par le travail intellectuel. Pour un enfant de 9 à 13 ou 14 ans, neuf à dix heures de sommeil sont nécessaires, car à cet âge il se fait pendant le jour une énorme dépense de force. D'ailleurs pour s'en convaincre, il suffit de voir ce qui se passe à l'étude du soir ; la plupart des petits dorment sur leur pupitre. Puis à cinq heures, le lendemain matin, ils descendent du dortoir à l'étude, la cervelle toute embrouillée et les yeux encore pleins de sommeil.

Monsieur le directeur a été horripilé de ce que j'ai dit au sujet de la sédentarité et des récréations insuffisantes. "Ces graves accusations, dit-il, sont littéralement fausses au moins pour le collège Joliette." Que n'ai-je songé à pointer à cet Eldorado de la vie scolaire ? J'avoue qu'à ce moment, je ne pensais guère au collège de Joliette et à toutes ses perfections, mais je me rappelais ce que je savais d'un grand nombre d'autres collèges, couvents et écoles. Je me rappelais certains collèges, et il y en a plus d'un, où depuis cinq heures du matin jusqu'à neuf heures du soir il y a deux heures et demie de récréation, c'est-à-dire que pendant 21 heures sur 24 les enfants sont à l'étude, en classe, au réfectoire, à la chapelle, au dortoir, et toujours en silence, contraints de respirer un air riche en acide carbonique, pauvre en oxigène, chargé de principes délétères par les produits de combustion du gaz d'éclairage ou de lampes mal tenues et par les miasmes de toutes sortes. J'avais à la mémoire certaines classes que j'ai vues et où pendant cinq heures chaque jour on entassait jusqu'à 65 à 70 élèves alors que 25 ou 30 auraient été amplement suffisants. Je ne pouvais oublier non plus les déplorables résultats d'une pareille hygiène sur la santé et le développement physique des enfants. D'un autre côté, combien de jeunes religieuses n'ai-je pas vues mourir à la fleur de l'âge par suite de ce surmenage !

Ainsi, pendant l'année qui vient de s'écouler, plus de la moitié des cas de mort dans les communautés où je soigne ont été dues à la consomption, et j'attribue ce résultat vraiment désastreux à la réclusion et à la sédentarité.

M. Beaudry semble se scandaliser de ce que j'ai dit de la malpropreté qui existe dans un trop grand nombre de couvents et de collèges. " Nos sœurs ne seraient pas canadiennes, dit-il, si les planchers, les verres des fenêtres, l'ameublement étaient couverts de poussière. La propreté des couvents est proverbiale." Je suis absolument de son avis sur ce point : aussi ne s'agit-il pas de cela, mais bien de la malpropreté personnelle des élèves, qui touche de plus près à la santé, puisque j'ajoutais ! " Combien y a-t-il de collèges ou de couvents où les enfants soient astreints à se baigner régulièrement ? " Avais je tort ? La science hygiénique a constaté depuis longtemps l'impérieuse nécessité de ce genre de propreté. Les bains et les lavages agissent puissamment sur la peau et permettent à la respiration cutanée de s'exercer librement. D'un autre côté, les moralistes ont à maintes reprises fait ressortir les avantages de la propreté. " La propreté, dit Bacon, est à l'égard du corps ce qu'est la décence dans les mœurs ; elle sert à témoigner le respect que l'homme a pour soi-même, car l'homme doit se respecter."

Monsieur le directeur du collège de Joliette dit en terminant qu'il ne peut croire que la force d'une nation dépende en grande partie des forces musculaires. Je crois au contraire que la vigueur physique est un élément important de vitalité chez les peuples, et l'empire du monde n'a jamais appartenu à une race physiquement dégénérée. Evidemment le développement intellectuel prime l'éducation physique de toute la supériorité que l'intelligence peut avoir sur le corps. Personne ne cherche à contester cette vérité élémentaire. Ce que j'ai condamné, et je l'ai fait à bon escient, ce sont les mauvaises conditions hygiéniques que l'on trouve dans un trop grand nombre de nos écoles, collèges ou couvents.

(Voir à la quatrième page)

gation des bons livres. C'était pour des fins rel gieuses.]

Par M. Mills :

Q.—A qui avez-vous donné l'argent ?

R.—Ce serait difficile pour moi de le dire, car je l'ai donné à diverses personnes.

Q. Qui étaient-elles ?

R.—Ce ne sont pas les seuls sommes que j'aie reçues ainsi.

Depuis 16 ans, j'ai reçu au-delà de $12,000 de cette façon. Je n'ai jamais demandé de reçu de personne. Je n'ai donné l'argent qu'à ceux que je croyais devoir le recevoir.

Par M. Amyot :

Q.—Quelles étaient ces personnes ?

R.—Si vous m'obligez à en donner la liste, elle sera longue.

Q.—Donnez les noms dont vous vous rappelez ? Y en avait-il pour des journaux ?

R.—Il y a eu quelque chose de donner pour des journaux, mais pour des journaux qui n'étaient pas politiques.

Q.—Quels journaux ?

R.—*La Vérité* entre autres.

Q.—Combien ?

R.—Je ne puis le dire exactement.

R.—En avez-vous aucun souvenir ?

R.—J'en ai donné en divers temps et je ne puis me rappeler le montant.

Q.—Ne pouvez-vous pas vous rappeler le montant ?

R.—Durant les cinq, six ou sept ans que j'ai toujours eu de l'argent en mains pour des fins de charité, c'est impossible pour moi,ne tenant pas de livres. Je sais que je n'ai pas gardé un centin de cet argent.

Q.—Combien avez-vous donné à *La Vérité* ?

R.—Même quand vous me tueriez, je ne pourrais le dire.

Q.—Est-ce environ $100 ?

R.—Oui, quelques cents piastres.

Par M. Mills :

Q—Est-ce que ça n'a pas été cinq mille ?

R—Non. Je vous demande pardon. Quelques cents piastres (*a few hundred dollars*). Je ne puis dire exactement.

L'AMENDEMENT DESJARDINS

Le résultat du vote

Voici le résultat du vote sur l'amendement Desjardins, et que nous n'avons pu publier dans notre édition d'hier :

POUR :—Baker, Bergeron, Bowell, Burnham, Cameron (Inverness), Carignan, Caron (sir Adolphe), Clevelann, Coatsworth, Cochrane, Cockburn, Corbould, Corby, Costigan, Craig, Curran, Daly, Daoust, Davin, Davis, Denison, Desaulniers, Desjardins (Hochelaga), Desjardins (L'Islet), Dewdney, Dickey, Dugas, Dupont, Dyer, Earle, Fairbairn, Ferguson (Leeds et Green), Ferguson (Renfrew), Foster, Fréchette, Gillies, Girouard, Gordon, Grandbois, Haggart, Hazen, Henderson, Hadgins, Hulchins, Ingram, Ives, Janneson, Kaulbach, Kirkpatrick, Langevin (sir Hector), LaRivière, Léger, Lippé, Macdonald (King), Macdonald (Winnipeg), Macdonell (Algoma), Mackintosh, McAllister, McDonald (Victoria), MacDougald (Pictou), McDougall (Cap-Breton), McKay, McLennan, McLeod, McNeill, Madill, Mara, Marshall, Masson, Miller, Mills (Annapolis), Montague, O'Brien, Ouimet, Pelletier, Pope, Prior, Putnam, Reid, Robillard, Roome, Ross (Dundas), Ryckman, Savard, Skinner, Sproule, Stairs, Stevenson, Taylor, Temple, Thompson (sir John), Tupper, Tyrwhit, Wallace, Weldon, White (Cardwell), White (Shelburne), Wood (Brockville), Wood (Westmorland).—Total : 99.

CONTRE :—MM. Allan, Allison, Amyot, Bain, Barron, Beausoleil, Béchard, Beith, Bernier, Bourassa, Bowers, Bowman, Brodeur, Brown, (Huron), Campbell, Cartwright (sir Richard), Casey, Charlton, Christie, Davidson, Davies, Dawson, Delisle, Devlin, Edwards, Fauvel, Featherstone, Flint, Fraser, Frémont, Gauthier, Geoffrion, Glison, Gilmor, Godbout, Grieve, Guay, Hargraft, Harwood, Hyman, Innes, King, Landerkin, Langelier, Laurier, Lavergne, Leduc, Livingstone, McDonald (Huron), McGregor, McMillan, McMullen, Mignault, Mills (Bothwell), Monet, Mousseau, Mulock, Murray, Paterson, (Brant), Perry, Proulx, Rider, Rinfret, Rowand, Sandborn, Scriver,, Semple, Simard, Somerville, Sutherland, Trow, Truax, Vaillancourt, Watson,.

Total : 77.

AVIS DE MOTION

Les avis de motion suivants sont sur l'ordre du jour pour aujourd'hui. M. Brodeur : Le gouvernement a-t-il payé en tout ou en partie le subside voté en 1889 pour compléter le chemin de fer Montréal et Sorel ? Si oui, à qui l'argent a été payé ? Le gouvernement est-il informé qu'un séquestre a été nommé par la cour supérieure à Montréal pour administrer et exploiter ce chemin pour le bénéfice des créanciers d'icelui ?

Si oui, le gouvernement a-t-il l'intention de payer à ce séquestre la balance qui reste due sur ce subside ou tout le subside lui-même si rien n'a été payé aussitôt que ce séquestre aura fait les ouvrages requis.

M. Delisle : Le gouvernement exige-t-il que les médecins nommé pour les écoles militaires de la puissance résident dans les casernes de telles écoles ?

2. Dans le cas de l'école d'infanterie à St.-Jean, P. Q., le médecin est-il résident ; 3e est-ce le cas que le docteur J. W. Campbell, médecin de la dite école réside à Montréal et qu'il retire ses rations comme s'il résidait en casernes ?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger qu'il réside en caserne et sur son refus de lui demander sa résignation.

M. Monet : Le gouvernement a-t-il pris des arrangements avec la compagnie du chemin de fer Grand Oriental pour que le chemin de Montréal et Sorel soit complété suivant le subside accordé en 1890. Le gouvernement sait-il que ce chemin de fer est fermé à la circulation du public depuis le 27 juin 1881. Et pour quelle raison, quelle somme le gouvernement à-t-il payé à la compagnie du Grand Oriental à même le subside, de quarante mille piastres,et pour quelle raison cette somme a-t elle été payé ?

Le gouvernement d'Ottawa a-t-il eu un rapport de ses ingénieurs sur les travaux qui auraient pu être faits sur le chemin de fer entre Montréal et Sorel, et ces ingénieurs ont-ils déclaré quels sont les travaux qu'ont été faits ?

Le gouvernement a-t-il payé, dans le cours de l'hiver dernier et durant la dernière campagne électorale fédérale, à la compagnie du Grand Oriental ou à C. N. Armstrong, son directeur-gérant, aucune somme d'argent pour le bénéfice du chemin de fer de Montréal et Sorel et si oui, quelle somme d'argent a été payée et pourquoi ?

M. Brodeur.—Copie de toute correspondance, ordre en conseil, documents, rapports et tous papiers re ou paiements du subside en 1890, pour compléter le chemin de fer Montréal et Sorel.

Cour de Police

Aucun prisonnier à la Cour de Police, hier matin.

Nos écoles d'industrie laitière

M. Robertson vient de présenter à la Chambre des Communes une étude sur les avantages du développement de notre industrie laitière. Les plans qui ont été adoptés et suivis jusqu'à aujourd'hui, au Canada, ont déjà été couronnés d'un immense succès.

"Dans tous les pays où l'agriculture est tant soit peu florissante, on s'est efforcé à développer cette industrie.

C'est surtout en Angleterre et en Ecosse qu'on y a porté le plus d'attention. Aussi, depuis 6 à 8 ans, leurs produits ont-ils été vendus à des prix relativement fort élevés, grâce à la réputation qu'avait conquise leurs Ecoles d'Industrie laitière, et dont on se plaisait à qualifier les produits de "*home made articles.*"

Près du cinquième de notre meilleur fromage canadien exporté à Londres est vendu sous la dénomination de *english cheddar cheese* ; et ainsi qualifié, le débiteur réalise un profit de 4 ou 5 cents de plus, que s'il l'avait vendu comme fromage canadien. Tandis que le fromage anglais ou écossais se vend jusqu'à 20 cents, le fromage canadien peut à peine atteindre le prix maximum de 12 cents. Cependant il ne le cède en rien sous tous les rapports à celui que l'on se plait à qualifier de "*home made.*" Travaillons donc constamment, ajoute M. Robertson, à perfectionner cette industrie et avant longtemps on reconnaîtra la supériorité de notre fromage et de notre beurre canadien.

Le Parlement Impérial a accordé durant les cinq dernières années £5,000 stg. de subsides afin de compléter et de perfectionner les connaissances que les Ecossais possédaient déjà au sujet de cette industrie. Néanmois, peu de leurs écoles sont maintenant en opération tant en Ecosse qu'en Angleterre. Dans la première de ces deux contrées, il y a une école d'industrie laitière soutenue entièrement par le gouvernement. Voici quel a été le résultat obtenu depuis trois ans : le fromage étant d'une qualité supérieure aux années précédentes, a subi une augmentation de 25 pour cent. Ce progrès doit être attribué, disent les Anglais eux-mêmes, aux connaissances de quelques Canadiens qui ont été engagés comme professeurs dans ces écoles.

Au Canada, nous avons en vue, non pas de perfectionner notre système de manière à fabriquer un meilleur fromage que celui qui est produit par certaines fromageries, mais nous voulons généraliser ce système afin que les produits de notre industrie laitière soient tous à peu près de même valeur et qu'il n'y en ait point de médiocre.

On espère beaucoup qu'avec ces écoles on pourra, nous Canadiens, développer notre commerce de beurre et rivaliser en quelque sorte avec le Danemark. Mais, afin de faire reconnaître la valeur de nos produits, sachons les vendre pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire comme *produits canadiens.*

Qu'allons-nous faire pour atteindre notre but ?

Voici quelques-uns des plans qui ont été adoptés, soit dans la province d'Ontario, soit dans la province de Québec.

A Ontario, on a cru que le projet d'établir une école modèle d'industrie laitière serait peu profitable pour la majorité de la population. On a donc adopté un autre système. Des hommes expérimentés se rendent dans les différents districts et convoquent une réunion pour tous les fromagers de la division où ils se trouvent. Les cultivateurs sont aussi invités à y prendre part. A ces assemblées, on leur donne toutes les instructions nécessaires afin d'améliorer les produits de nos fromageries.

On y enseigne aussi aux habitants la manière la plus convenable de nourrir leurs animaux afin d'en retirer le plus de profits possible.

Ce système inauguré depuis peu dans Ontario a déjà produit les plus heureux résultats.

On doit faire la même chose dans la province de Québec.

Un programme a déjà été tracé à cet effet et la visite des principaux districts doit même commencer durant ce mois-ci.

Nous avons dans notre province, dit M. Robertson, tous les avantages possibles relatifs à cette industrie et il nous faudra bien peu d'efforts pour égaliser la province d'Ontario.

Dans les provinces maritimes et au Manitoba, ce travail de progression s'accentue de jour en jour."

Espérons qu'avant longtemps nos fromages et nos beurres canadiens seront reconnus et réputés les meilleurs sur les grands marchés de la Métropole. Avec le concours des personnes d'expérience préposées par le gouvernement pour l'instruction du peuple et la bonne volonté de nos cultivateurs et de nos fromagers qui ne manqueront pas de répondre à l'appel qui leur sera adressé, le résultat final, qui est tout à l'avantage de notre pays, ne peut faire défaut.

CORRESPONDANCE

St-Alphonse de Thetford, 21 juillet.

Monsieur le rédacteur,

Je crois faire acte de justice et de haute charité chrétienne en signalant le fait suivant, afin d'attirer l'attention publique et de provoquer un remède, s'il y a lieu.

J'étais, le 18 courant, à Thetford Mines, où je suis encore présentement. Un nommé Ludger Bédard de Ste-Croix, comté de Lotbinière, prenait le train du Québec-Central pour retourner dans sa famille, dont il était absent depuis environ 5 semaines. Ce malheureux était affreusement écloppé. Il avait travaillé 3 semaines pour la compagnie *Bell*, qui a son siège central d'affaires à Londres, Angleterre, et qui exploite ici une des mines les plus puissantes et les plus prospères de Thetford. J'appris ce jour-là qu'il y avait gagné $12.00 depuis son départ de chez lui ; qu'il y avait été horriblement blessé dans une chute de 30 pieds de hauteur environ, précipité sur un tas de pierres et qu'on l'en avait relevé à demi-mort ; puis enfin qu'il retournait parmi les siens après 15 jours de souffrances atroces, malgré les soins empressés et intelligents qu'il reçut des deux médecins du lieu, les docteurs C. Morin et P. Brière. Personne n'aurait encore osé affirmer qu'il recouvrirait en entier l'usage de ses membres et même de sa raison.

On m'apprit aussi qu'il partait avec $4.00 dans sa poche,et que les huit autres avait été données presque malgré lui à sa garde-malade, qui, en tous cas, les avait, parait-il, amplement gagnées. Il n'aurait donc reçu des agents de la dite compagnie que le prix de son billet de passage, et les honoraires des médecins.

Il vint en outre à ma connaissance que cette compagnie minière avait discontinué ses assurances avec la *Sun Life* pour la protection de ses ouvriers contre les mille dangers auxquels ils sont sans cesse exposés. La Sun payait, si je ne me trompe, un montant déterminé, supposons $1,000 par homme, en cas de mort] et tous les dommages en cas de survie. Il paraît qu'aujourd'hui c'est la *Manufacturer Life*, de Toronto, qui est subtituée à la *Sun Life*, mais à d'autres conditions. L'assurance ne fait que garantir les frais des poursuites intentées contre les patrons miniers par les héritiers des morts ou par les blessés. On paraît donc compter que telles poursuites, par des ouvriers, seront rares. Et c'est ainsi que non-seulement le travail, mais aussi la santé et la vie des ouvriers et de leurs familles deviendraient les facteurs de la fortune des patrons.

Il paraît aussi ressortir de tout cet incident une autre conclusion qui saute aux yeux. Les patrons se reconnaissent donc responsables devant la loi des accidents causés à leurs employés par la nature de leur industrie, puisqu'ils paient pour eux des assurances, qu'ils paient leurs médecins, leurs frais de voyages, etc., etc. Pourquoi donc ne payent-ils pas de même les garde-malades, le temps perdu, etc., etc. !

N'est-il pas juste après cela, M. le rédacteur, n'est-il pas utile au public, surtout au public ouvrier, de savoir la responsabilité de la *Manufacturer Life* ou autre compagnie d'assurance, afin que les droits des uns s'exercent et que les devoirs des autres se remplissent, avant qu'il soit trop tard ?

Les ouvriers doivent donc savoir qu'ils ont droit de réclamer des dommages de la compagnie qui les emploie lorsqu'ils sont victimes d'accidents, et que si celle-ci se laisse poursuivre, c'est l'assurance qui paie les frais de la poursuite.

Croyez-moi avec gratitude et considération,

M. le Rédacteur,

Votre très dévoué serviteur,

"JUSTICE."

NOUVELLES DE LEVIS

Un hôtelier de Lévis, qui avait été condamné à l'amende pour vente de boisson sans licence a demandé remise de cette amende, ce qui lui a été refusé.

—Le conseil de ville a refusé d'accorder huit jours de vacance aux constables de cette ville.

—Une dame Abraham Simoneau, qui a à se plaindre d'un constable de Lévis, a demandé au conseil de ville qu'une enquête soit faite contre ce constable. Cette demande lui a été accordée.

L'enquête aura lieu aujourd'hui.

—L'association des ouvriers de Lévis a demandé une exemption de taxe sur sa bâtisse, alléguant qu'elle servira pour les écoles du soir.

—A la dernière séance du conseil, lundi, on a adopté une résolution exemptant de taxes la manufacture de cigares de M. J. B. Beaulieu, y compris le terrain et les immeubles employés pour exercer la dite industrie pour une période de vingt ans pourvu qu'on emploie au moins 30 personnes à ce travail.

—M. Bruno Normandin, maire de Longueuil, à demandé la participation du conseil à une entrevue avec le gouvernement de Québec, pour aller solliciter de l'aide afin d'assurer la construction d'une voie ferrée, sur la rive sud du St-Laurent et l'érection d'un pont entre Longueuil et Montréal. Le conseil a décidé qu'il ne croyait pas Lévis intéressé dans cette question.

—A la dernière séance du conseil, M. le secrétaire a donné lecture de la résolution passée par le conseil de la chambre de commerce de Lévis, priant le conseil de voter un bonus à toute compagnie ou personne donnant des garanties de succès, qui voudrait continuer les opérations de la manufacture de chaussures. M. le maire dit qu'il croit le conseil en faveur d'un bonus, mais il veut savoir à qui il aura affaire. Aussi longtemps que nous n'aurons rien devant nous, il n'est pas possible de faire plus.

M. Gibson partage cette opinion.

M. Fortin dit que s'il n'y a pas de demande devant le conseil, la seule chose à faire est d'attendre que des propositions soient faites.

M. D. Laîné dit qu'il ne partage pas l'opinion de M. Fortin. Si on savait d'une manière certaine que le conseil est en faveur d'un bonus, quelqu'un se présenterait peut-être plus tôt. Quoiqu'on en dise, la manufacture a produit de bons fruits, elle a répandu de l'argent dans Lévis. Maintenant le plus difficile est fait ; elle est connue partout, et depuis qu'elle est fermée, des centaines d'ordres sont venus frapper à sa porte. On peut donc dire que c'est le manque de capitaux seul qui a tué la manufacture. Il ne faut pas désespérer parce que nous avons perdu quelques piastres, la persévérance est le gage du succès. Disons publiquement ce que nous entendons faire, cela ne pourra qu'avancer la question. Le conseil se montre disposé à accorder ce bonus.

NOUVELLES

AVIS

Toute annonce de Naissance Mariage et Deces sera refusee si elle n'est accompagnee d'une remise de 25 centins.

BELLEAU & Cie.

M. Seraphin Bertrand de Somerset, est dument autorise a prendre des abonnements a l'"Electeur" et "La Justice" et a en collecter le montant.

J E un mois.

Le "Bisson"

L'aviso français *Bisson*, arrivé dans notre port mardi dernier, est parti pour Montréal hier après-midi à deux heures.

Le congres du travail

Les tanneurs et corroyeurs de cette ville se sont réunis hier soir en très grand nombre et ont decidé de prendre part à la grande démonstration du 1er septembre prochain.

Le concours de tir Stadacona

Les concours de tir à la cible organisés par l'association de tir Stadacona commenceront à Lévis aujourd'hui et se continueront demain. Plusieurs carabiniers de Montréal, des Cantons de l'Est et de Mégantic ont déjà faits leurs entrées et on s'attend à ce que les bataillons des carabiniers Victoria, du sixième fusiliers et des Royal Scots de Montréal y enverront des détachements. Il y aura au-delà de cent concurrents. Les citoyens de cette ville qui voudront assister au concours pourront se rendre au camp des ingénieurs, à Lévis, par le bateau *Orléans.*

A la station de police

Un médecin ambulant arrivé depuis quelque temps à Québec a été logé au poste numéro un mardi, vu qu'il était dans un état de *delirium tremens.*

Bazar de Rimouski

Dimanche dernier, après vêpres, nous avons eu le plaisir d'assister à la bénédiction, par Sa Grandeur Mgr l'évêque de Rimouski, des tables d'un bazar de charité qui se tient dans une des salles du couvent des Sœurs des petites écoles, dans cette ville.

Ces tables étaient magnifiquement garnies ; la courtoisie et l'urbanité des dames patronesses et de leurs assistantes vont contribuer aussi pour beaucoup à ce que la recette soit abondante.

Nous apprenons qu'un concert sera donné dans une des grandes salles du séminaire jeudi, le 6 du courant, et nous ne doutons pas qu'il y aura foule.

Des arrangements vont être pris pour diminution des prix de transport sur l'Intercolonial.

TOURISTES.

Disparu

Un enfant de 11 ans, du nom de Nadeau, est descendu de Augusta, Maine, E.-U., il y a quelques jours, par le Québec-Central, et n'a pas été revu depuis. Tous ceux qui sauraient où il se trouve, sont priés d'adresser leurs informations à M. Paul Carou, cultivateur de St-Ephrem de Tring, Beauce.

On demande

Un homme ayant déjà fait du vinaigre et pouvant mettre une vinaigrerie en marche.

S'adresser par lettre

O. K.

20, rue St-Pierre.

1 s.—t 1 2 j

Cour du Recorder

Un homme de Beauport, pour ivresse, assaut et résistance à la police a été condamné hier à $4 et les frais.

Un batelier, pour ivresse, est condamné à $1 et aux frais.

Un individu faisant du tapage dans une maison a été condamné à $10 et aux frais ou à 2 mois de prison.

Institut Canadien

Nous accusons réception d'un supplément au catalogue de la bibliothèque de l'institut Canadien. Ce sont trois cent quarante-cinq nouveaux livres qui sont ajoutés pour l'année 1891-92 à cette collection déjà si belle et si recommandable

" L'Artisan "

L'*Artisan* de St Hyacinthe vient de mourir après avoir fait son testament en faveur de l'*Union.*

Jeux athletiques

Les jeux annuels de la batterie B auront lieu le 17 du courant au camp des Ingénieurs.

Pilote presque noye

Un pilote du nom de Bouillé qui avait pris la direction du steamer *Flamboro* a failli se noyer lundi aux Trois-Rivières en tournant dans le fleuve où il débarquait du steamer qui était allé prendre une cargaison à cet endroit.

Le malheureux pilote qui ne savait pas nager, ne dut son salut qu'à la bravoure d'un citoyen de l'endroit qui le retira de l'eau à temps.

Le cirque Robinson

On a commencé à placarder d'immenses affiches annonçant la venue du cirque Robinson. Ce serait l'un des cirques les plus considérables qui existent aujourd'hui en Amérique.

Pelerins

Au-delà de quatre cents pèlerins venant de New-York, sont allés au sanctuaire de Ste Anne de Beaupré, mardi.

Excursionnistes

L'express du Québec-Central parti mardi, avait à son bord vingt-deux excursionnistes américains se dirigeant vers New-Port, après avoir visité Québec et ses environs.

Le quai de Chicoutimi

Plusieurs citoyens de Chicoutimi ont signé une requête demandant que le quai de Chicoutimi continue cette année encore d'être libre dans l'intérêt du commerce.

Etat de choses regrettable

Malgré la défense formelle de la justice, certaines personnes ne se gênent nullement de jeter dans la rivière St Charles, derrière la manufacture de Pion et l'Hôpital-Général, des débris d'animaux, intestins, etc., c'est-à-dire des déchets de boucheries. Ces substances organiques, à la faveur de la lumière, de la chaleur et de l'humidité, répandent dans l'atmosphère des émanations méphitiques.

On demande fortement que cet abus cesse. La punition des coupables serait une bonne leçon.

Petites nouvelles de la Beauce

L'on est à faire de grandes réparations au palais de justice, à St. Joseph. M. St. Michel, un des employés du gouvernement surveille les travaux. L'on est à poser un appareil à eau-chaude et l'on construira un trottoir le long du terrain appartenant à la Couronne, etc.

—On nous dit que M. Benjamin Roy, de Sherbrooke, a l'intention d'établir à Ste-Marie une manufacture pour fabriquer des meubles, portes, chassis et cercueils, ce qui serait un grand avantage pour les ouvriers.

Le theatre de la gaiete

Depuis que le nouveau théâtre s'est ouvert, lundi soir, à la salle Jacques-Cartier une grande foule s'y rend pour s'y amuser. Les jolies pièces qu'on y joue sont d'une grande moralité. C'est un heureux passe-temps pour les québecquois qui n'ont pas l'avantage, de ce temps-ci, d'être à la campagne.

Tous les soirs, le public sera certain d'y entendre de nouvelles pièces, de la bonne musique et le tout pour une modique somme.

A l'eau

Deux jeunes gens se promenaient en chaloupe sur la rivière St-Charles, hier matin, quand leur légère embarcation chavira,par suite d'une mauvaise manœuvre. Heureusement qu'ils savaient nager et qu'ils purent se rendre sur le rivage. Encore une imprudence !

La fenaison

Les cultivateurs, depuis le commencement de la semaine profitent de la température magnifique que nous avons pour hâter la fenaison. La récolte sera assez bonne dans les campagnes environnantes.

Vinaigre

Demandez à votre épicier le vinaigre fabriqué par Drouin, frères & Cie., reconnu par les certificats d'analyse le meilleur et le plus pur qui se fabrique en Canada.—j.n.o.

Voyage a la Grosse Isle

Il se fera, le 11 du courant, un joli voyage à la Grosse Isle, à bord du *Brothers.*

Un comité d'organisation a nolisé ce vapeur et nul doute que ce voyage aura un plein succès. Les organisateurs sont à l'œuvre et ne négligeront rien pour donner tout le confort aux excursionnistes. Le départ aura lieu à 9 heures du matin et le bateau sera de retour le soir sur les huit heures.

Enquete

L'enquête au sujet de la mort de Alfred Gosselin n'a pas été continuée, hier, par suite de l'absence de quelques témoins. Elle est remise à la fin de cette semaine.

La Traverse

On sait que la vente de la Traverse entre Québec et Lévis, n'a pu avoir lieu, lundi, faute d'enchérisseur. On nous informe qu'un syndicat s'est formé et se propose d'acheter la Traverse à la prochaine mise en vente.

Aux zouaves

Vendredi, le 7 courant, à 7 h. 30 p. m., il y aura à la résidence de M. Chs Trudelle, au No 31 rue Dauphine, une assemblée des zouaves de la section de Québec, pour s'entendre au sujet des arrangements à prendre pour se rendre en corps à Tourouvre, le 19 courant.

Les membres de Lévis sont spécialement invités de s'y trouver.

F. X. TOUSSAINT,

Vice-président

section de Québec.

e j 2fs

Deserteur

Un matelot de la *Naïade*, dit le *Courrier du Canada*, a déserté son bord samedi soir, et gagné le rivage à la nage, en trompant la vigilance des sentinelles. On ne l'a pas retrouvé.

So ez convaincus

Essayez l'eau minérale gazeuse le *Philudor* et soyez convaincu de son efficacité pour guérir la dyspepsie, les brûlements et dérangements d'estomac, maux de tête, névralgie, etc.

En vente dans toutes les bonnes épiceries et pharmacies.

Agents pour le district de Québec : Raoul Renault, 96, rue du Pont, St-Roch.

e j 1m

Demande

On demande un compagnon barbier.

S'adresser à

C. BERNIER,

52, rue Sous-le-Fort.

4 août—Els.

Doit etre recommande

Un excellent apéritif, un puissant tonique d'une administration facile, c'est le *Vin au Quinquina* du Dr Ed. Morin. Il ne saurait être trop recommandé.

E J 1fs

Bulletin maritime

Ligne Allan

Le steamer *Acadian* a été placé dans le dock Russell mardi pour être nettoyé et peinturé.

Le steamer *Assyrean* parti de Glasgow est arrivé à New-York mardi après-midi.

Le steamer *Buenos Ayrian* parti de Glasgow le 25 juillet avec six passagers de chambre, 57 intermédiaires et 39 de pont est arrivé à 4 p. m. mardi. Après avoir débarqué ses passagers et sa cargaison de Québec, il a continué pour Montréal.

Ligne Dominion

Le steamer *Oregon* parti de Liverpool le 24 juillet, est arrivé mardi matin dans notre port. Il avait à son bord 35 chevaux et 30 moutons de prix.

Le steamer *Teteril*, parti de Montréal le 22 juillet avec 497 bêtes à cornes, est arrivé à Avonmouth Dock, lundi, et a débarqué sa cargaison en parfait ordre.

Le steamer *Miramichi* est parti mardi à 2.45 h. p. m., pour les provinces maritimes, avec 120 passagers.

Le steamer *Amarynthia* arrivé mardi de Glasgow, a continué pour Montréal.

La barque *Oxo* est partie mardi pour la mer.

Acquittes en douane

4 août

SS. *Miramichi*, Baquet, Pictou e ls autres ports—Québec SS. Co.

Goëlette *Ste.-Anne de Beaumont*, Garant, St.-Pierre-Miquelon, Turgeon et Corriveau.

River Belle, Chicoine, Gaspé, Whitehead et Turner.

—*Ste.-Marie*, Gadbois, Esquimaux-Point, Turgeon et Corriveau.

—*Althea*, A bert Shippegan, W & R Brodie.

Goëlette à vapeur *Florence*, Richard, Anticosti, W. Brown.

DOUANE

Le montant perçu le 4 août est de $1,699.60.

NAISSANCE

A St-Roch de Québec, le 5 du courant, madame I. C. Brunet, un fils.

CHRONIQUE MORTUAIRE

LES DERNIERS DÉCÈS

BÉDARD.—Au faubourg St-Jean-Baptiste, le 3 courant, à l'âge de 31 ans, Dame Juliette Huot, épouse de M. Elz. Bédard.

SIMARD—A St-Roch, le 4 du courant, à l'âge de 80 ans eu 8 mois, sieur Thomas Simard.

BELLEAU—Le 3 de courant, à l'âge de 5 mois et 5 jours, Marie Joséphine Victoria, enfant de M. Henri Belleau.

LEFEBVRE.—A St. Roch, le 4 courant, à l'âge de 26 ans et 7 mois, Dame Célanire Blouin, épouse de M. Odilon Lefebvre.

CARON.—Aux Trois Saumons, le 31 juillet, à l'âge de 87½ ans, Dame Marie Satoiné Caouette, épouse de M. Germain Caron, sr.

TRUDEL. — Au faubourg St. Jean-Baptiste, à l'âge de 53 ans, Mlle Catherine Trudel.

READMAN. — Au faubourg St Jean-Baptiste, à l'âge de 1 an, Louis-Albert, enfant de M. Louis Readman.

BAILE. — A Glenburnie, chemin Ste Foye, le 4 courant, Catherine McKee, épouse de M. John Baile, Sr.

BLOUIN. — Le 3 courant, à l'âge de 9 mois et 13 jours, François-Henri-Léon-Gustave, enfant de M. Cyrille Blouin, marchand.

DEMENAGE

A. B. DUPUIS

Négociant et Fabricant de

BISCUITS CONFISERIES ET CHOCOLATS

EN GROS

A TRANSPORTE SON ETABLISSEMENT DANS SA NOUVELLE ET SPACIEUSE BATISSE

No. 190 Rue St-Paul, Quebec

3 fév—E 1an

LA LOTION ANTI - PELLICULAIRE

DU DR ED. MORIN

Nettoie et fortifie la chevelure, active la pousse et lui donne du lustre. Est vendue chez tous les pharmaciens

Québec, 30 juin—E. J.2fs.



GRAND PELERINAGE ANNUEL

— A LA —

BONNE STE - ANNE

— PAR —

L'UNION SAINT-JOSEPH, A SAINT-ROCH

Dimanche, le 9 août

Par le chemin de fer Quebec, Montmorency et Charlevoix

Sous la direction du Révd F. H. Bélanger, curé de St-Roch et chaplain de cette société.

Les billets sont bons pour les trains de 6 h., 7 h. et 8 h 10 et revenir jusqu'à mardi soir.

Prix aller et retour 50 cts, enfants 25 cts

Les billets sont en vente chez M. le chevalier J. E Martineau, président, ainsi qu'au bureau de l'agence, 349, rue St Paul.

Par ordre,

J. E. MARTINEAU,

4 août—e 4fs Président U. S. J. S. R.



PELERINAGE

— A —

SAINTE-ANNE

DIMANCHE

LE 16 AOUT

La Société St-Jean-Baptiste, section St-Roch, fera son troisième pèlerinage annuel à Ste-Anne de Beaupré

Le trajet se fera par le chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix. Ce pèlerinage dirigé par Mgr Gagnon, chapelain de la Société, est sous le patronage de Son Eminence le cardinal Taschereau.

Le prix du passage, aller et retour est de 50 cents.

Les trois trains du matin seront à la disposition des pèlerins.

Il y aura grand'messe et un chœur nombreux accompagnera le pèlerinage.

Québec, 29 juillet—E. au 15.

Salle Jacques-Cartier

GRANDE OUVERTURE

— DU —

Théatre de la Gaiété

COMPOSE D'UNE

Compagnie d'Acteurs les plus choisis

VENANT DE NEW-YORK

—COMMENCANT—

LUNDI LE 3 AOUT

TOUS LES SOIRS

Matinée les mercredis et samedis à 2 P. M.

Prix populaires : 10, 20, et 30c.

Les billets sont en vente chez MM. Gervais & Hudon, rue St-Joseph ; M. Louis Dallaire, rue St Joseph ; MM. Robitaille & Guimond, rue St.Joseph ; M. A. O. Raymond, rue de la Fabrique, Haute-Ville ; M. Robert M. Stocking, rue St-Louis ; M. F. Béland, rue St-Jean, Faubourg St-Jean ; Victor Marier, rue d'Aiguillon, faubourg St-Jean, Sueur et Trudel, 57, rue du Pont, B. Morgan, rue St-Jean.

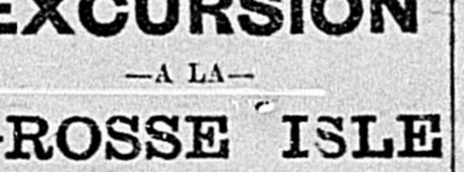
Les sièges pourront être réservés chez MM. Gervais & Hudon et à la salle Jacques-Cartier, W. E Brunet, rue St-Valier

Un Orchestre de première classe, venant de New-York, accompagnera les Acteurs.

J. O. LABBE,

Gérant.

Québec, 31 juillet—E J 1s.



EXCURSION

— A LA —

GROSSE ISLE

Mardi, le 11 Août

SI LE TEMPS LE PERMET

Le vapeur BROTHERS, Capt. Elz. Fortier, partira du quai Champlain à 9 HEURES a. m. précises pour faire un magnifique voyage dans le bas du fleuve jusqu'à la Grosse Isle.

Avec la bienveillante permission de l'honorable J. S. Carling, ministre de l'agriculture et du Dr Montizambert, surintendant de la Quarantaine, il accostera le quai du gouvernement et y restera plusieurs heures afin de permettre aux excursionnistes de visiter cette belle Isle tout en s'amusant.

Il y aura un bon orchestre qui accompagnera les excursionnistes et divers autres amusements à bord du bateau et sur l'Isle.

Ce bateau descendra par le côté nord de l'Ile d'Orléans et reviendra par le sud.

L'ordre le plus parfait régnera pendant le voyage

Table de rafraîchissements avec liqueurs douces seulement.

Le retour pour 7 heures p. m.

Prix du voyage 50c.

P. S —S'il faisait mauvais temps mardi le voyage sera remis à jeudi, le 13 courant.

1er août—e j

Musique Nouvelle

Song that reached my Heart, 20c. joli arrangement facile de ce beau morceau par le compositeur de Vera, Ilma, Diana, valses, et le morceau charmant La Reine des Amazones, tous à 20c. chacun. Aussi, Jolie du Soldat, Marche facile, une belle marche, 10c., par Paul Keller, compositeur des fameuses "Cloches de la chapelle", 10c. et "Thine is my Heart," valse, 20c. etc., Ruisseau de la Vallée, une belle Polka, peu difficile, par Engelbrecht, 10c ; aussi, Fleurs de Printemps, très jolie Polka facile par le compositeur de Message d'Amour ; aussi, Danse sur le Gazon, une autre jolie Polka assez facile, 10c., aussi, Skirt Dance, comme morceau de piano ou pour violon et piano, ou comme duo facile pour piano, 10c. chaque. Aussi, la jolie 2me Valse de Godard, qui a été tant admirée au Parc Sohmer, 10c. ; aussi, une belle romance "Une Nuit d'Eté," par Thomas 15c., 1 c. extra par la poste.

WALTER STREET

Rue Bleury et 2335, rue Ste-Catherine, Montreal.

Québec, 3 juin E. J jus.—.

Avis aux médecins

UN MEDECIN D'UNE CAMPAGNE PRES DE Québec ayant une magnifique clientèle et possédant une propriété de première classe, près de l'église et des chars désirerait quitter l'endroit pour cause de santé, et serait prêt à vendre sa propriété à de bonnes conditions à un médecin qui aimerait à s'établir à cet endroit. De plus il introduirait l'acquéreur à tous ses clients et lui donnerait tous les renseignements nécessaires. Le médecin qui voudrait profiter de cette occasion exceptionnellement avantageuse devrait payer une partie de la propriété comptant savoir $2,000 la balance restant sur hypothèque.

De plus amples informations seront données aux médecins qui voudront bien en faire la demande par lettre adressée aux soussignés.

LABRECQUE & BELANGER,

Notaire,

19 rue Buade,

Québec, 4 août—E. 1s. Québec.

Maison de pension

Une bonne maison de pension,

S'adresser à

Dame GODBOUT,

No. 42, Côte de la Montagne.

Québec, 5 août—E jus.

GRAVURE

Illustrations pour Catalogues etc., etc., d'apres Photographie ou croquis tels que Portraits, Paysages, Vues de Batisses, Machineries, Grandes planches pour Affiches etc.

IMPRESSION EN RELIEF

De toutes les couleurs de l'arc-en-Ciel, Gravures de Cachet, Monogrammes, Armoiries, Autographes, etc.

Estampes en caoutchouc et en Metal.

QUEBEC ENGRAVING CO.

C. Montminy,

PROPRIETAIRE

125 rue St-Pierre,

QUEBEC

12 juil.—E. 6 ms.

NOUVEAUTES

— DU —

PRINTEMPS

MAGNIFIQUES HABITS EN TWEED

Serge Irlandaise

Cheviot, Laine Noire

et Serges "Corkscrew".

Pantalons et Pardessus

DU PRINTEMPS

S. J. O'NEIL

MARCHAND-TAILLEUR

47-RUE BUADE-47

HAUTE-VILLE

Agent pour la "Troy Laundry."

4 ms.—E. 1an.

TOURISTE

ETABLIS EN 1842

LES DERNIERES NOUVEAUTES DE LA saison en étoffes de fantaisie à robes, directement des maisons européennes.

DEPARTEMENTS SPECIAUX

Confection des Robes et Manteaux et Chapeaux.

Toujours un grand choix dans les nouvelles étoffes à robes et soie etc

Shawl de voyage.

Imperméables (cravanettes) pour dames.

Les meilleures fabriques de gants et de robes.

Vêtement de dessous en Merino et cashmire et laine naturelle pour dames.

Vêtement de dessous en coton pour dames.

Parapluies, dentelles et ruches.

Mouchoirs en dentelle de fil.

x fait après deux jours d'avis.

DEPARTEMENT DES MESSIEURS

Un grand choix d'étoffes Ecossais et Anglais pour habits et pantalons.

Vêtement de dessous en laine naturelle et merino de fabrique "Standood".

Un tailleur expérimenté de Londres promet d'exécuter tout ordre sous 48 heures d'avis.

GLOVER, FRY & Cie.

DUPERE & CIE

Manufacturiers de Harnais

DEMENAGE

Dans la bâtisse autrefois occupée par

A. B. DUPUIS

FABRICANT DE BISCUITS

57 Rue Saint-Paul

Ces messieurs ont augmenté leur stock considérablement, afin de pouvoir satisfaire à toutes les demandes que l'on voudra bien leur confier.

Leur stock est au complet et le mieux assorti dans cette ligne.

—AUSSI—

Ils sont les seuls fabricants de harnais avec garnitures, tels que

WABASH DORE, NICKLE.

HARNAIS (Single Strap)

Aussi une spécialité de Harnais avec garnitures de caoutchouc. (Hard Rubber)

Québec, 1er avril—1 an. A. q. h.

Nouveau genre de couverture

Québec, 20 juillet 1891.

J'ai examiné les nouvelles couvertures de bâtisses faites en feutre, coton et ciment " The Sparham fire proof roofing Cement " que l'on peut adopter sur les toits inclinés comme sur les toits plats.

Je considère que c'est là une grande amélioration en ce que le feutre se trouve protégé par une première couche de ciment et par un coton posé et cloué sur toute l'étendue formant ensemble un corps offrant plus de résistance et le ciment appliqué comme dernière couche sur le coton me paraît de substance bien appropriée à notre climat d'hiver comme à celui d'été.

Je n'hésite pas à recommander ce nouveau mode de couverture comme devant être imperméable à l'eau et à l'épreuve du feu.

J. P. PEACHY,
Architecte.

Le témoignage de M. Peters constructeur, corrobore en tous points celui de M. Peachy. M. Jean Earbeau père, couvreur, 140 rue Dorchester, a couvert pour Québec l'agence appelée " The Sparham fire proof roofing cement, " à ma connaissance il s'est servi du nouveau procédé pour couvrir l'édifice actuellement en construction de M. L. J. Demers sur la rue Garneau et ce procédé a donné la plus entière satisfaction, je n'hésite pas à recommander les couvertures " to Sparham roofing, " telle que les appliqué M. Barbeau,

SIMON PETERS,
Entrepreneur et constructeur.

Nous ajouterons que M. Barbeau, seul agent à Québec a utilisé le même genre de couverture pour la nouvelle construction de M. Z. Paquet, rue St-Joseph et que cette couverture est reconnue par tous les connaisseurs comme étant supérieure à toute autre et de plus, M. Barbeau, père, continue comme par le passé de s'occuper de tous les genres de couvertures tel que, couvertures en tôle galvanisée, fer blanc, tôle noire, ardoise, bardeaux, corniche, dalles et dalot.

Québec, 3 août—E. J. 1s.

UN SECRET

Rien ne pèse comme un secret : a dit un savant, cependant le secret de pouvoir vendre des marchandises à 25 par cent de moins que la valeur, et de payer 100 cents dans la piastre est le secret possédé par le

SYNDICAT DE QUEBEC

Il est pesant ce secret, mais religieusement conservé par eux.

Comment expliquer la vente extraordinaire de ces magnifiques soies noires à moitié prix?

Comment faire pour comprendre la possession de ce lot considérable de circulaires pour Dames?

Les fournisseurs en gros sont de mauvaise humeur.

Le Syndicat vend des circulaire, 25op meilleur marché que le gros.

Trouvez si vous le pouvez le secret de cette vente extraordinaire de chaussures au syndicat.

C'est un secret, le même secret qui explique comment toutes les marchandises se vendent à au moins 25op meilleur marché qu'ailleurs.

Ce secret existe pourtant. Venez vous convaincre qu'il existe en achetant surtout des soies, des circulaires, des chaussures

AU

SYNDICAT

DE

QUEBEC

207 Rue Saint-Joseph

Nouveau Magasin de Musique

—A LA—

RIVIERE DU LOUP, en bas

Nous avons ouvert une succursale à la **RIVIERE-DU-LOUP** sous la gérance de notre sympathique solliciteur de ventes, **M. Henri E. Lavigueur** dont la confiance du public, et en particulier du monde musical lui est acquise par sa courtoisie, son urbanité et les efforts qu'il a toujours apportés à les bien servir.

Le fond de commerce des deux magasins se compose d'un choix de **Pianos et d'Harmoniums supérieurs**, d'instrument de Cuivre et à Cordes, et de toutes espèces d'instruments de musique quelconque, musique en feuilles, etc., etc., etc.

Seule agence à **QUEBEC** et à la **RIVIERE-DU-LOUP** des pianos et harmoniums de renom suivant.

PIANOS

HALLET, DAVIS & Co.	De Boston.
SCHUBERT PIANO Co. . . .	De New-York.
O. NEWCOMBE & Co. . . .	De Toronto.
MENDELSSOHN PIANO Co..	De Toronto.
EVANS BROTHERS Co.	De Ingersoll.

HARMONIUMS

THOMAS ORGAN, Co., et W. DOHERTEY & Co.

INSTRUMENTS DE CUIVRE

GEROME THIBOUVILLE LAMY, Paris, France.

Henri E. Lavigueur

Gérant de la succursale,
Riviere-du-Loup.

BERNARD, FILS & Cie,

EDITEURS DE MUSIQUE,

— Coin des rues —

Saint-Jean et Sainte-Ursule

HAUTE-VILLE.

(En face de M. McWilliam commissaire)

Sept.—E J 1a

TELEPHONE No 36

John E. Brown & Cie

Chemin de Charlesbourg

Se chargent d'enlever **GRATUITEMENT**, à bref délai, sur demande par téléphone, chemin et tête à rues inscrits sur la rue, et sur une distance de 6 milles dans les environs de la ville.

Québec, 23 juin—e j 3 août



LIGNE ENTRE

QUEBEC et ST-ANNE

Par le vapeur " BROTHERS "

A partir de DIMANCHE, LE 21 JUIN 1891, le vapeur BROTHERS voyagera comme suit, si le temps et les circonstances le permettent:

DEPART DE QUEBEC	DEPART DE Ste-ANNE
Dimanche à 6 h.30 a.m.	Dimanche à 3. h. p. m.
Lundi à 6 h.30 a.m.	Lundi à 1 h. p. m.
Mardi à 6 h.30 a.m.	Mardi à 1 h. p. m.
Mercredi à 6 h.30 a.m.	Mercredi à 1 h. p. m.
Jeudi à 6 h.30 a.m.	Jeudi à 1 h. p. m.
Vendredi à 6 h.30 a.m.	Vendredi à 1 h. p. m.
Samedi à 1 h. p. m.	Samedi à 4 h. p. m.

Ce bateau touchera aux quais de Notre-Dame et St-Joseph tous les jeudis et dimanches.

Toute société religieuse ou autre qui voudrait organiser un pèlerinage pourra engager ce vapeur à des conditions avantageuses en s'adressant au capitaine du vapeur ou chez Bérubé & Chouinard, épiciers, Basse-Ville, Québec.

Par ordre du
Capt. ELZ. FORTIER.



Compagnie de navigation

Richelieu et Ontario

ENTRE

QUEBEC et MONTREAL

Le steamer *Québec*, capitaine R. Nelson, partira du quai Napoléon, les Mardis, Jeudis et Samedis, à heures de l'après-midi.

Le steamer *Canada*, capitaine Roy, partira du quai Napoléon, les Lundis, Mercredis et Vendredis.

Ces deux steamers arrêtent à Batiscan, Trois-Rivières et Sorel.

ENTRE

MONTREAL et TORONTO

A partir de lundi, le 1er juin jusqu'au 15 septembre, un bateau quittera Montréal tous les jours à 10 h. a. m. (le dimanche excepté) et après cette date, trois fois par semaine, les lundis, mercredis et vendredis, jusqu au 30 septembre ; partira de Lachine à 12.30 h. p. m. et du Coteau Landing à 6.30 h. p. m.

LA LIGNE DE

AGUENAY

Le vapeur *Saguenay*, capitaine Lecours, partira du quai St-André, à 7.30 hre A. M., MARDI et VENDREDI, arrêtant à la Baie St-Paul, Eboulements, Murray Bay, Rivière-du-Loup, Tadousac, Baie des Ha ! Ha ! et Chicoutimi.

Un second bateau sera placé sur cette route le 23 juin jusqu'au 15 septembre et fera le service avec le *Saguenay*. Il quittera Québec les mercredis et samedis et arrêtera aux ports intermédiaires.

Pour la commodité des familles, à partir du 2 juillet jusqu'au 14 septembre, un bateau quittera Québec pour Murray Bay, tous les lundis, à 10 heures a. m. arrêtant à la Baie St Paul, Eboulements en allant et en revenant. En revenant il quittera Murray Bay les mardis a 7 h. a. m. pour Québec.

Des billets et cabines pour Montréal peuvent être retenues au bureau de la compagnie, quai de Napoléon et pour la ligne du Saguenay au quai St-André et aussi au bureau de l'agent des billets, M. R. M. Stoking, en face de l'hôtel St Louis.

JULIEN CHABOT,
Gérant-Général.

L. H. MYRAND,
Agent.
Québec 1er mai 1891



LA CIE DE NAVIGATION

Richelieu & Ontario

UN BATEAU DE CETTE COMPAGNIE QUITTERA Québec pour Montréal, tous les dimanches à 3 heures p. m. arrêtant à Batiscan, Trois Rivières et Sorel.

Les billets seront vendus le samedi au prix d'un simple billet et bon pour revenir par le vapeur qui part de Montréal le dimanche après-midi.

J. CHABOT,
Gérant Général.

L. H. MYRAND,
Agent.
Québec 1er juillet—E. J. jno.

igne de St-Romuald, Sillery et Québec

Le vapeur **LEVIS**—Capt. L. DESROCHERS.

A commencer le 6 Mai, (si temps et les circonstances le permettent)ce le trajet comme suit:

St-Romuald		Québec	
6 00 heures	A. M.	6 00 heures	A. M.
8 30 "	A. M.	9 00 "	A. M.
10 00 "	A. M.	11 30 "	A. M.
1 00 "	P. M.	2 00 "	P. M.
3 00 "	P. M.	4 00 "	P. M.
6 00 "	P. M.	6 15 "	P. M.
LES DIMANCHES			
1 00 heures	P. M.	1 30 heures	P. M.
4 00 "	P. M.	3 00 "	P. M.
		6 00 "	P. M.

Arrêtant à Sillery et au quai de M. Bowans en montant et descendant.

Les jours de fête, un voyage se fera à 8 heures du matin de St-Romuald, et dans l'après-midi, les heures seront les mêmes que le dimanche.

DEMANDEZ

A votre épicier ou au marchands de vins le

GINGER ALE, CIDERINE

LEMONADE, GINGER POP, SELTZER

NECTAR, SODA, ETC., ETC.

—DE—

TIMMONS & FILS

LES PREMIERS PRIX ET DES DIPLOMES lui ont été accordés aux expositions de la Puissance, à Québec en 1877 ; Ottawa 1879 ; Montréal 1880.

Afin de faire face à l'augmentation de nos pratiques, nous avons ajouté à notre manufacture une machine anglaise, comprenant un filtre pour le carbone et un cylindre d'argent et ainsi on peut fabriquer tous les rafraîchissements d'été tout aussi bien que l'Angleterre elle-même.

Notre **HOTO** sera à l'avenir ce qu'il a toujours été par le passé **PURETE** et **EXCELLENCE** et notre devise sera " **LE MEILLEUR.** "

M. TIMMONS & FILS

74-76 Rue St-George

Québec, 2 juillet—2. J. 1m

GERVAIS & HUDON

IMPORTATEURS DE **PIANOS**

HEINTZMAN Co.

DECKER

BROTHERS' N.Y.

219 RUE ST JOSEPH

ST. ROCH

THELEPHONE 278 **QUEBEC.**

CANADA,
Province de Québec } **Cour Superieure**

Dame Evelen Hevington, de Sainte-Croix de Lotbinière, épouse en communauté de biens de Joseph Napoléon Maher, marchand de Sainte-Croix de Lotbinière, Demanderesse ;

vs

Joseph Napoléon Maher, marchand de Sainte-Croix de Lotbinière, Défendeur.

Cette action pour séparation de biens a été instituée en cette cause le 9 juillet mil huit cent quatre-vingt-onze.

ANGERS & MARTIN,
Proc. de la plaignante.

Malbaie, 9 juillet 1891.—e. 1ms.

Instruments agricoles de Frost & Wood



FAUCHEUSE à un cheval, Nouveau Modèle ; FAUCHEUSE à deux chevaux, Nouveau Modèle ; RATEAU à cheval, TIGRE, se déchargeant avec le pied ; RATEAU à cheval ITHACA, largeur 8 et 9 pieds ; Faneuse, mûe par un cheval, FOURCHES à décharger le foin ; MACHINE à aiguiser la faulx, COUPE-FOURRAGE et ASCENSEUR pour ensilage ; Pièces pour réparation de toutes sortes.

☞ Le tout à des prix très modérés ☜

Venez et examiner l'assortiment de machines agricoles le plus complet de la Province de Québec.

Notre catalogue et traité sur l'ensilage sera expédié gratuit sur demande.

WM. A. ROSS

78 Rue Saint-Paul, Québec

Edée—F 1an

C'est le Temps de la Saison

Allons a la Campagne pour la Belle Saison

Achetons les toilettes d'usage

Que Monsieur voit à ses habits, pantalons, vestes, chemises, collets et poignets, cravates, corps et caleçons etc., etc., etc.

Que Madame s'assure que sa garderobe soit suffisamment pourvue. Lingeries de tous genres, Etoffes à Robes, Indiennes Chambres etc., etc., etc., tout ce qu'il faut pour organiser un " Ladies Sea Side Sporting Suit ".

La Maison FORTIER, ROYER & BELLEAU a prévu tous ces besoins.

Le stock est complet, le père, la mère, les jeunes demoiselles et jeunes messieurs, ainsi que les enfants peuvent s'habiller pour la campagne en cinq minutes.

En allant tout droit chez

FORTIER, ROYER & BELLEAU

Que l'on soit certain d'une chose.

Nos prix sont les meilleurs marchés de la ville.

Nous avons un tailleur et des modistes attachés à l'établissement.

Fortier, Royer & Belleau

203 Rue Saint-Joseph

—A LA—

Maison Blanche

A partir de Jeudi le 9 Juillet

Des réductions énormes seront faites dans une quantité de lignes de marchandises, savoir : Indiennes, Mousselines, Nun's Veiling, Chalis, Grenadines. Aussi la balance de nos Antoucs et de nos Chapeaux de Paille.

N.-B.—Ne pas oublier nos Soies Pongées à 35 cents.

HUOT & LANGEVIN

123 Rue St-Joseph, Québec

LOTION PERSIENNE



TRADE - MARK

Pour blanchir le teint, lui rendre ou conserver sa couleur de rose, faire disparaître les rousseurs, le masque et autres taches de la peau.

La *LOTION PERSIENNE* est une préparation sérieuse, unique en son genre. C'est un véritable REMÈDE pour la peau. Ce n'est pas une poudre blanche, délayée dans de l'eau ou de l'essence. La Lotion Persienne, au contraire, est une préparation médicinale, transparente et limpide comme de l'eau.

Lorsque la peau est *brunie par le soleil*, la Lotion Persienne lui rend promptement sa fraîcheur et son teint rose, en ajoutant une cuillérée tous les matins à l'eau pour se laver.

La Lotion Persienne se vend dans toutes les bonnes pharmacies de la Puissance, en bouteilles de 50 cents. Méfiez-vous des contrefaçons.

S. LACHANCE, PROPRIETAIRE,
1538 & 1540 Rue Ste-Catherine, Montreal.

ST-LEON

Un autre témoignage important

Québec, 6 juin 1891.

A la Compagnie de l'Eau Minérale St-Léon.

Depuis 3 ans je souffrais de la dyspepsie et j'avais essayé maintes autres remèdes prescrits par les meilleurs médecins, et aucun n'avait fait effet, quand on me conseilla d'essayer l'Eau Minérale de St Leon. J en fais usage depuis deux ans suivant la prescription et c'est le premier remède qui ait apporté du soulagement aux indigestions que je ressentais. Je suis heureux de recommander l'Eau Minerale de St-Léon à toutes les personnes qui souffrent de dyspepsie et des bronches.

Avec respect votre etc.,
DESIRE GUAY, Tanneur,
270 rue St-Valier

En vente en gros et en detail
—CHEZ—

Md. N. LAFORCE

No. 3 Fort Dauphin, Québec
12mai—E. J. 1an.

A vendre ou à louer



Cette maison, située à l'encoignure des rues **Arago** et **Turgeon**, offre toutes les commodités possibles, et sera vendue à de bonnes conditions.

Le prix du loyer est de **$7.00** par mois pour les deux logements. Possession immédiate.

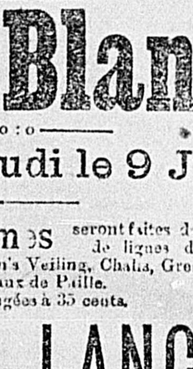
Pour autres informations, s'adresser à François LORTIE 278 rue ST-JEAN ou à ce bureau.

AVIS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que la Compagnie de Gaz, Québec, doit demander à la corporation de la ville de Québec la permission de construire une maison sur le lot appartenant à la dite compagnie et situé au coin des rues Barrone et Grant, étant le No. 1756 du cadastre pour le bourg Jacques-Cartier. La dite maison contiendra un réservoir dans lequel se trouver le gaz servant à éclairer la ville.

Québec, 15 juillet—J. E. 10 ins.

Elixir Resineux Pectoral



MARQUE DE COMMERCE.

Voulez-vous ne plus tousser? Faites usage de l'**Elixir Resineux Pectoral**, le grand remède du jour contre la TOUX, le RHUME et autres affections de la Gorge et des Poumons.

De nombreux certificats émanant de citoyens éminents de membres du clergé, de communautés religieuses, de **médecins distingués** attestent l'efficacité merveilleuse de cette préparation.

A défaut d'espace nous ne donnons que le certificat suivant :

Montréal, 17 mars 1890.

Après avoir pris connaissance de la composition de l'**Elixir Resineux Pectoral**, je crois de mon devoir de le recommander comme un excellent remède contre les affections des poumons en général.

N. FAFARD, M. D.
Professeur de chimie à l'Université Laval.

En vente partout—25 centins la bouteille

L. ROBITAILLE, Proprietaire
Joliette, P. Q., Canada

Société Horticole de Québec

L'EXPOSITION DES FLEURS, FRUITS, etc., du district de Québec, aura lieu au

Rond à patiner, Grande Allée

Le 8 et le 9 Septembre

PROCHAIN

Tous ceux qui cultivent les fleurs ou les fruits sont invités à y participer.

On pourra se procurer les cédules, les formes d'application, au No. 128 rue St-Pierre, Basse-Ville.

R. CAMPBELL,
Président
F. C. WURTELE,
Secrétaire.

Québec, 30 juillet—E. au 9 sept.

Association de tir Stadacona

Les concours annuels de l'Association de tir Stadacona auront lieu au camp des ingénieurs à Lévis, JEUDI et VENDREDI, les 6 et 7 août prochain.

$575 seront données en prix et les entrées devront être faites le ou avant le 4 août prochain, entre les mains du secrétaire qui ouvrera des programmes sur demande.

T. W. S. DUNN,
Secrétaire,
Boîte 1006, P. O.
e j—5fs Québec.

LIGNE MALBAIE

Le vapeur "Jacques-Cartier"

Départ tous les Mercredi à 8 heures a. m. pour la Malbaie et ports intermédiaires arrêtant à Ste-Anne de Beaup, Baie St Paul, Ile aux Coudres, Eboulements, St Irénée, Cap à l'Aigle, St-Simeon, Tadoussac, L'Anse St-Jean, St-Alphonse et Chicoutimi.

Laissant la Malbaie vendredi à 7 heures a. m., et lundi matin à 7 heures arrêtant au port ci-haut mentionné, laissant Chicoutimi, le dimanche et le jeudi à midi.

Par ordre
J. E. PARADIS.

Québec, 4 avril—E. J. jno.

PARFUMERIE NOUVELLE

Un assortiment immense de produits nouveaux des plus célèbres parfumeurs parisiens :

Extraits d'Odeurs
Savons de toilette
Poudres de Riz
Eaux de Toilette
Lotions pour les cheveux
Pommades Etc., Etc.

Importés directement de Paris

—PAR—

P. MATHIE,

PHARMACIEN,

Coin des rues St-Jean et du Palais

QUEBEC.

Québec, 19 juille t—E. J. 1an.

PORTUGAIS & LEMAY

MEUBLIERS

—ET—

Entrepreneurs de Pompes Funèbres

No. 178 Côte d'Abraham

Ces messieurs se chargeront à l'avenir des Pompes Funèbres que l'on voudra bien leurs confier à des prix très modérés.

Crepes, Gants, Cercueils de toutes grandeurs dans les prix les plus élevés jusqu'aux plus bas. Aussi, **Draperie** pour chambres mortuaires.

Ils seront toujours à la disposition du public pour ensevelir les morts, préparer les chambres mortuaires, etc.

Ils continueront aussi par le passé à exécuter tout ordre de meubles de ménage sous le plus court délai.

RESIDENCE PRIVE :—O. Portugais, 161, rue St Olivier ou N. Lemay, 3, Côte de la Négresse.

Québec, 22 juin.—E. J.

CHARBON ! CHARBON

Charbon de forgeron américain

Maintenant en débarquement du " Beora "

230 tonnes de charbon de forgeron américain

CHARBON POUR MAISONS ET BOUILLOIRES

Charbons anthracite américains de toutes sortes et de toutes grosseurs

Aux prix les plus bas du marché

MADDEN & ELLIS

Bureau : 131 rue St-Pierre

Le Vin d'Oporto

DES INVALIDES

JE, PAR LA PRESENTE, CERTIFIE QUE J'AI analysé avec soin deux bouteilles du vin d'Oporto portant le nom de " Invalids Port " et d'après le résultat de cette analyse, tel qu'on peut le voir dans le rapport analytique, je suis d'opinion que le vin est libre de toute adultération et est un vin d'Oporto sain, bon et agréable.

(Signé)
CHARLES E. CASSAL, F. G. S. F. C. S.

Analyste public pour les paroisses de Kensington et St-George, Carré Canovre, membre de la Société des analystes publics et du Conseil de l'Institut Sanitaire.

Chaque bouteille porte le nom des expéditeurs

Clode & Baker, Oporto

Prix $1.25 le Pot, $14 la Caisse

☞ Demandez-le à votre épicier ou au marchand de vin

—EN GROS CHEZ—

Whitehead & Turner

QUEBEC

Québec, 30 mars—e. 1.

Maison à vendre

LA PROPRIETE DE L'HON. CHARLES LANGELIER, No. 5 rue de Brabant (Cap), la maison est construite en pierre, est en parfait ordre, munie d'un appareil de chauffage à l'eau chaude, éclairage au gaz poêle de cuisine au gaz. L'acheteur pourra en avoir la possession immédiatement.

S'adresser à
JOSEPH ALLAIRE, N. P.,
No. 1 rue St-Pierre.

ajo —E— J. jno.

Feuilleton de L'ELECTEUR

31

UNE TACHE D'ENCRE

Nous nous assîmes, M. Flamaran et moi, à deux pas l'un l'un de l'autre, sur la berge, les pieds sur la grève encore molle, jonchée de roseaux morts. Devant nous s'étendait le petit golfe annoncé, ronflement léger de la Bièvre dont un abreuvoir était la cause ancienne. Le soleil, en plein midi, resserrait l'ombre au pied des arbres. La surface unie de l'eau nous renvoyait ses rayons. A peine si l'oscillation lente de quelques feuilles de nénuphars accusait un reste de courant. Deux grandes libellules bleues, frissonnantes, s'étaient posées sur nos bouchons, et pas un poisson ne semblait vouloir troubler leur voyage.

—Ainsi, dit M. Flamaran, vous êtes toujours principal chez Me Boule?

—Provisoirement.

—Cela vous plaît?

—Médiocrement.

—Qu'attendez-vous ?

—Que le temps passe

—Et qu'il vous ramène en Italie, sans doute, ?

—Vous savez donc que j'en reviens.

—Je sais tout. Charnot m'a raconté votre rencontre, votre promenade sentimentale, au clair de la lune. A propos, il est revenu très enrhumé, vous savez ?

Je pris un air compatissant.

— Ah ! pauvre monsieur ! Quand est-il arrivé ?

—Avant-hier. Naturellement, j'ai été averti le premier, et, dès hier, nous passions la soirée ensemble. Je vais peut-être vous étonner, monsieur Mouillard, je vais vous paraître exagéré : eh bien ! je trouve Jeanne plus gentille encore qu'avant son départ.

—Croyez-vous ?

—Oui, positivement, ce soleil du Midi.....Faites donc attention, mon cher Mouillard, votre ligne est à moitié hors de l'eau.....lui a rendu ses joues roses en les dorant par-dessus le marché, et sa belle humeur qu'elle avait perdue, la pauvre fille. Elle est gaie, à présent, comme par le passé. Car j'ai été bien inquiet d'elle ; vous avez su cette triste affaire ?

—Oui.

— Un polisson, mon cher Mouillard, un vrai polisson ! Je n'ai jamais été partisan de ce mariage-là, moi. Charnot s'était laissé entortiller par un ami de collège. J'avais beau lui dire : " C'est à la dot de Jeanne qu'on en veut, Charnot, " je le sens, je le devine. Jeanne sera "incomprise, malheureuse, j'en suis sûr, " Il n'écoutait rien..... Enfin, tout est rompu. Mais ça ne pas été sans secousse, vous comprenez ; et moi, j'ai bien souffert de voir souffrir cette enfant-là!

—Vous êtes si bon, monsieur Flamaran !

—Non, ce n'est pas ça, monsieur Mouillard ; mais Jeanne, je l'ai vue naître, je l'ai vue grandir, je l'ai aimée toute petite : c'est une fille adoptive pour moi. Quand je dis fille adoptive, vous m'entendez bien. Je ne veux pas dire qu'il y ait entre elle et moi ce lien, imité de la nature, que nos Codes ont permis d'établir, " adoptio imitatur naturam, " non, mais que je l'aime à l'égal d'une fille. Sidonie ne m'en ayant pas donné, pas plus, du reste, que de garçon.

Un cri de Jupille interrompit M. Flamaran.

—Vous n'entendez donc pas comme ça sonne ?

Et les bras levés, l'air effaré, le bonhomme accourait, les plis de son pantalon flottant avec des claquements de drapeaux derrière ses jambes maigres.

En un instant, nous fûmes sur pied, et ma première pensée, absurde d'ailleurs, fut qu'un serpent à sonnettes s'avançait en sonnant à travers les herbes.

J'étais bien loin de la vérité. Il s'agissait d'une ligne à brochet, invention de M. Jupille, tendue un peu plus loin, et dont le bouchon, construit comme un radeau, portait un petit grelot. Le poisson, en mordant, sonnait son propre glas.

—Ca sonne à toute volée, s'écriait Jupille, et vous ne bougez pas ! Je n'aurais pas cru cela de vous, monsieur Flamaran.

Il nous dépassa, brandissant un haveneau comme un guerrier sa javeline : il avait vingt-cinq ans. Nous le suivîmes, moins ardents et moins confiants que lui. Il avait cependant raison : en retirant sa ligne dont le radeau disparaissait par saccades, et emportait la cloche sous les eaux, il amena un brochet de belle taille, le déclara monstrueux, le laisa filer plusieurs fois, pour le fatiguer et aussi pour se donner la joie de le tenir en main.

—Messieurs, criait-il, il me coupe les doigts !

Un coup d'haveneau étendit à nos pieds le monstre à bout de forces. Il pesait bien quatre livres Jupille en jura six.

Nous reprîmes nos places côte à côte, mon savant maître et moi, mais l'entretien coupé ne se renoua pas. J'essayai de parler d'elle: M. Flamaran s'obstina à me parler de moi, de Bourges, de son concours d'agrégation et des caractères profondément différenciés qui distinguent la morsure du gougon de celle de l'ablette.

Ce fut d'ailleurs, un cours purement théorique ; deux heures avant le coucher du soleil M. Flamaran se leva, n'ayant rien pris.

—Bonne partie, dit-il quand même, l'endroit est bon ; ça mordait ce matin. Nous y reviendrons, Jupille : avec un petit vent d'Est, on en prendrait de ses goujons !

Il se mit à marcher près de moi, et, fatigué sans doute par sa longue immobilité, par la chaleur, par le rayonnement de l'eau, s'absorba bientôt dans une méditation dont les rencontres du chemin ne le firent pas sortir.

Jupille nous précédait, une main sur sa canne à pêche, portant de l'autre un cabas à provisions et le le sac à poissons. Il se retournait de temps en temps aux carrefours, nous regardait, souriait sous sa moustache retombante, reprenait son pas accéléré. " Nous devons avoir, pensais-je, quelque chose de drôle, et ce taciturne plumitif se donne le plaisir d'une plaisanterie mentale. "

Je n'avais pas deviné.

Au détour d'un sentier, M. Flamaran s'arrêta tout à coup, tourna la tête de tous côtés en respirant fortement.

Eh ! Jupille ! où nous menez-vous, mon ami ? Si je n'ai pas la berlue, voici la buttes aux Marronniers ; là-bas, c'est le Plessis-Piquet. Nous sommes à plus de deux kilomètres à gauche de la gare. Et le train de sept heures !

Il n'y avait pas à le nier : cet âne qui débouche d'une allée, pomponné, carillonnant, deux petites filles dans ses paniers et les parents suant derrière, tenant l'aiguillon ; ces bois devenus bosquets où pointent les toits en paille des kiosques champêtres, où se multiplient les labyrinthes, les cascades artificielles, les faux rochers, les fausses grottes, les fausses ruines, tout l'art affreux des "rustiqueurs " ; ces effluves lointains de bière et de gibelotte : ces bouteilles cassées abondante le long des fossés : l'air fatigué, usé, maltraité des buissons ; ce murmure confus de voix et de pétards qui passe dans le vent, tout cela désigne assez Robinson, le pays des jolies guinguettes. Les voici toutes : le Vieux Robinson, le Nouveau Robinson, l'Ancien Robinson, le Vrai Robinson, les Marronniers de Robinson, les Châtaigniers de Robinson, l'Eden de Robinson ; toutes sont l'unique et l'authentique Robinson, toutes ont des portiques de chaume, les allées sablées ; toutes des transparents éclairés au pétrole, des étoiles en baudruche, des pavillons, des drapeaux, des appareils d'illumination " a giorno, " des affiches multicolores où sont énumérés tous les éléments qui constituent une partie à Robinson : tir à la carabine, jeux de tonneau, escarpolettes, charmilles particulières, bière de Munich et dîner dans les arbres

—Vous voyez, Jupille, vous voyez ! s'écriait M. Flamaran, en plein Robinson ! Voilà où vous nous menez !

Le vieux clerc, la mine déconfite, avec cet air patibulaire qu'il prenait au moindre emportement de Me Boule, et qui lui allongeait toute la tête, s'approcha de M. Flamaran, et lui parla bas à l'oreille.

—Quelle idée ! En vérité, Jupille, à quoi pensez-vous ? Moi, professeur ! Il y a trente ans, c'eût été pardonnable, mais aujourd'hui..... Et puis Sidonie m'attend.....

Il resta un moment indécis, regardant l'heure à sa montre.

Jupille, qui l'observait, vit son honorable ami se dérider progressivement et partir d'un éclat de rire sonore.

— Parbleu, c'est une folie, mais nous la ferons ! Nous serons jeune une heure encore. Mon cher Mouillard: Jupille nous a commandé à dîner à Robinson ! Si j'avais été consulté, j'aurais choisi un autre endroit. Mais, que voulez-vous, la faim, l'amitié et la certitude de manquer le train font taire mes scrupules, Qu'en pensez-vous ?

(A continuer)

Ces établissements semblent avoir adopté les vues de Philaminte qui appelle le corps une *guenille* : je me range de l'avis du bonhomme Chrysale qui répond :

Oui, mon corps est moi-même, et j'en veux prendre soin. Guenille si l'on veut ; ma guenille m'est chère.

Bélise et Philaminte se pâmaient d'admiration devant Vadius tout farci de grec et de latin. Du grec ! ô ciel ! du grec ! il sait du grec, ma sœur ! J'admire aussi le grec, le latin et toutes les excellentes choses, qu'on apprend au collège, mais je suis intimement convaincu qu'un enfant a besoin de vivre en plein air et de s'y livrer au jeu pendant plusieurs heures chaque jour, car il faut fortifier le corps pour fortifier l'esprit. Le mouvement est l'affirmation de la vie, il est aussi la condition de son entretien. Les éducateurs de la jeunesse ne doivent pas oublier que, si l'homme n'est pas, tant s'en faut, tout entier dans ses muscles, ce sont au moins pour lui des serviteurs dont il ne peut tirer un bon parti que s'ils sont vigoureux, agiles, bien dressés, et que d'ailleurs la santé n'existe que là où leur développement a été favorisé par une bonne éducation.

L'exercice musculaire est indispensable à l'enfant comme à l'adulte et encore plus qu'à lui, dit Fonssagrives. Il y trouve un moyen d'activer le travail de rénovation organique. La physiologie enseigne, en effet, qu'une fibre musculaire qui se contracte est une sorte de poumon microscopique qui respire, c'est à dire qui absorbe certains produits et en rejette d'autres, avec dégagement concomittant de chaleur. Les exercices physiques ne sont pas seulement salubres, ils sont moraux au premier chef, et il n'y a pas de moyens sur lesquels on puisse autant compter pour préserver la pureté des mœurs contre les habitudes destructives qui la menacent ; ils dérivent sur les muscles un influx nerveux qui pourrait susciter bien des désordres et des orages.

Avant de terminer, je veux répondre au reproche que l'on m'a fait de trop généraliser en appliquant à tous les collèges ce que j'ai pu constater dans un seul. Il ne faut pas oublier que j'avais en vue non seulement les collèges, mais aussi les écoles et les couvents. Or, depuis quelques années, j'ai été en position d'observer par moi-même ce qui se passait dans plusieurs de ces établissements, et les renseignements que j'ai recueillis d'autres sources n'ont fait que me convaincre davantage que le mal est assez général. Bien loin d'avoir trop poussé au noir, je suis certain d'avoir atténué les ombres qu'une peinture plus réaliste aurait mises en relief. D'ailleurs, je n'ai eu d'autre intention en signalant les abus que d'éveiller l'initiative des intéressés et d'amener, si possible, quelque réforme dans ces institutions que Montaigne appelait : " de vraye geaule de jeunesse captive. "

DR A. VALLÉE.

ECHOS D'OTTAWA

(D'un correspondant particulier)

Ottawa, 5 août.

Dans la Chambre des Communes avant-hier, le docteur Mignault, d'Yamaska a demandé si le gouvernement avait l'intention de continuer dans ses fonctions M. Joseph Duguay, officier d'accise à la baie du Febvre. Ce M. Duguay, qui était le père de l'adversaire du docteur Mignault aux dernières élections, recevait $600 par année pour rien faire. Une fabrique de tabac avait jadis existé dans la localité, mais elle était fermée depuis plusieurs années et l'on avait laissé en dépôt dans un hangar quelques livres de vieux tabac comme excuse pour ne pas congédier le père du candidat tory.

M. Costigan a répondu que M. Duguay n'ayant plus d'ouvrage à faire, l'on se proposait de le mettre à la retraite. Quelques instants, après un télégramme annonçait à M. Costigan la mort de M. Duguay.

⁂

Il devient de plus en plus évident que le retour du gouverneur général à Ottawa a une signification politique. Immédiatement après son arrivée, le gouverneur s'est rendu à son bureau au parlement et a eu une entrevue d'une heure avec le premier ministre.

⁂

L'admirable discours de M. Laurier sur le tarif fait encore le sujet de toutes les conversations ici. En attendant que je puisse vous en transmettre le texte entier, voici une traduction hâtive de quelques extraits.

Parlant de l'état de chose actuel au Canada, M. Laurier a dit :

" Je ne donnerai pas à la chambre mes propres arguments, mais me contenterai de citer le rapport d'une des plus importantes institutions financières du Bas-Canada, le Crédit Foncier franco canadien. "La situation n'a fait qu'empirer dans le cours de l'année 1890 et une très mauvaise récolte est venue se joindre aux deux précédentes. Ajoutez à cela l'effet déplorable du bill McKinley sur l'industrie de nos fermiers canadiens en fermant à leurs produits, brusquement, presque sans avertissements et sans leur donner le temps de modifier leur système de culture, le marché américain. Dans ces circonstances, nous avons cru sage de redoubler de précautions et de ne consentir au renouvellement des billets que dans les localités les plus favorables !" On me demandera maintenant qui a fait cette triste peinture ? Qui est ce prophète de mauvais augure ? Qui est ce complice du yankeeisme qui ose affirmer que le bill McKinley n'est pas une bénédiction déguisée ? Quel est l'homme qui ose ainsi condamner la grande politique nationale ? Je dirai son nom, mais presque à regret, car il n'est pas un des miens. Il appartient à l'autre côté de la chambre et je crains presque pour lui le sort de cet orphelin que les Thraces mirent en pièces parce qu'il joua un air autre que celui qu'ils désiraient. Eh bien ! monsieur, ce nom est celui de l'honorable secrétaire d'Etat. (Rires et applaudissement prolongés). Je ne ferai pas à M. Chapleau l'honneur de le comparer au Dr Jeykll, ni l'injure de le confondre avec M. Hyde, mais je ferai remarquer que cet honorable monsieur a deux caractères. L'un est celui d'un politicien tory de profession, l'autre celui d'un homme d'affaires pratique cherchant de bons placements. Pour ma part, je me confierais plutôt à l'homme d'affaires qu'au politicien tory. Mais il y a d'autres preuves. Au bas de ce rapport apparaissent les noms des députés de Laval et d'Hochelaga, MM. Ouimet et Desjardins. Donc un membre de l'administration et deux de ses partisans condamnent la proposition que le pays est prospère. (Applaudissements.)

Un autre argument fondamental des tories, c'est que la réciprocité sans restriction détruirait l'industrie manufacturière du Canada. Je nie cela, mais j'ajoute que quand même ce serait vrai, cela n'empêcherait pas les libéraux d'adopter une politique qui donnerait une nouvelle vie aux intérêts agricoles du Canada et dont bénéficierait la grande masse des consommateurs. Il n'est pas vrai cependant que le manufacturier honnête en souffrira. Les monopoleurs seuls auraient à en souffrir et ce sont eux qui sont les plus bruyants adversaires de la réciprocité. De la part de cette classe de gens, le parti libéral rencontre le même genre d'opposition que rencontrait Paul à Ephèse. Les plus grands ennemis du grand apôtre furent aussi les manufacturiers. (Rires.) Oui, parce que c'était les manufacturiers de statues, de faux dieux et des idoles de toutes variétés que Paul était venu détruire. Alors ces manufacturiers se réunirent dans la chambre rouge (rires) et leur argument fut précisément le même que celui des monopoleurs modernes : " Messieurs, vociféraient-ils, vous savez que c'est cette industrie qui nous donne la richesse. " (Explosion générale d'hilarité.)

Continuant, M. Laurier cita un autre argument des fabricants d'idoles, leur *appel habile à la passion et au préjugé* : Grande est Diane d'Ephèse ! Et ainsi de nos jours et dans notre pays lorsque le parti libéral comme l'apôtre Paul lutte contre le préjugé et la superstition, contre l'absurdité et l'immoralité des restrictions commerciales, tous ceux qui profitent de la superstition du gouvernement, tous ceux qui y trouvent la source de leur puissance et les monopoleurs qui y trouvent la source de leur richesse s'assemblent dans la chambre rouge et là, comme aux jours de saint Paul, ils cherchent à écarter du peuple les idées nouvelles. Leur cri n'est pas " Grande est Diane d'Ephèse," mais " Grande est la loyauté du Canada "— (Applaudissements retentissants.)

LE PONT

Nous détachons ce qui suit de la correspondance d'Ottawa de la *Justice* d'hier soir .

"C'est entendu : le gouvernement ne fera rien pour le pont, cette année. Qu'est-ce que Québec devrait faire sous les circonstances ?

Je causais dernièrement avec un des magnats du Pacifique, l'un de ces hommes pratiques auxquels la direction du Pacifique confie l'administration de la compagnie de chemin de fer la plus puissante du Canada. Il y a de cela deux mois, et déjà il affirmait que le gouvernement d'Ottawa ne viendrait pas en aide au pont. D'après lui, Québec devrait avoir de suite des bateaux traversiers. Ils coûteraient au plus, avec les pontons nécessaires, $400,000, et suffiraient aux besoins actuels, en toute saison de l'année, quelles que soient les marées et malgré les glaces, à toute heure du jour et de la nuit. Ils pourraient traverser, presque sans frais, tous les chars de passagers et de fret, en destination d'une rive à l'autre.

Le gouvernement a promis de régler la question du million. S'il tient parole, le commerce de Québec va changer d'aspect du coup. Le Pacifique améliorera de suite la voie ferrée entre Québec et Montréal, et les convois seront plus rapides. Mais ce n'est là encore qu'un détail. L'important, c'est que le Pacifique construira immédiatement les bâtisses nécessaires pour recevoir le fret et les voies doubles et d'évitement indispensables pour recevoir de nombreux convois.

Actuellement, et c'est un fait que le public ignore généralement, les convois du Pacifique arrivent à Montréal au nombre de 300 par jour. Le Pacifique en est embarrassé, car il n'a d'accommodation que pour en décharger cent cinquante. Tout ce surplus serait immédiatement dirigé vers Québec où recommencerait dans votre rade le chargement des navires, pourvu que les ouvriers de bord n'aient plus le pouvoir de surtaxer le commerce. Les immenses travaux du bassin Louise serviraient enfin ; des centaines de steamers prendraient leur chargement à Québec, s'y approvisionneraient, et votre commerce maritime reprendrait son cours naturel, et Québec bénéficierait des avantages que la nature lui offre.

La voie courte à travers les Etats a fait la fortune de M. Pope, mais le Pacifique, qui a consacré de nombreux millions à la construction de cette voie, est bien forcé d'y diriger une partie de son commerce. Sans cela, ses capitaux demeureraient improductifs. Il est de son intérêt primordial aujourd'hui d'utiliser son pont à Lachine, pour traverser le St-Laurent et se rendre aux ports de mer de l'Atlantique, par cette voie courte. Si le gouvernement ne l'avait pas forcé à construire cette voie, il aurait pu, à lui seul, construire le pont de Québec et diriger avec profit tout son commerce par l'Intercolonial, ou même par une voie nouvelle, mais relativement moins coûteuse, passant derrière les Alleghanys. Aujourd'hui, rendu à Québec, le Pacifique, qui n'a pas intérêt à aller plus loin, n'a aucun besoin de pont. Le Grand-Tronc non plus n'en a pas besoin. L'Intercolonial et le Grand-Tronc se complètent et se suffisent sur la rive sud. Le chemin du Lac-St-Jean et le chemin de Montmorency n'ont d'intérêts que sur la rive nord. Le Québec-Central, l'Intercolonial et le Grand-Tronc n'en ont que sur la rive sud. Voilà ce qu'a produit la politique du gouvernement dont sir Hector et M. Pope ont été l'âme, et que sir John conduisait.

La ligne courte a été une vraie conspiration contre Québec. Faut-il pour cela vous décourager ? Non, la nature vous a donné des avantages spéciaux. Que vos citoyens éminents et de cœur se mettent résolument à l'œuvre et votre commerce augmentera suffisamment pour que la dépression cesse et que la prospérité recommence. Avec un port de mer aussi beau, avec un pouvoir d'eau comme le Montmorency, Québec peut devenir le plus grand centre manufacturier de la Puissance et son port maritime le plus considérable. Mais, pour cela, que tout le monde se mette à l'œuvre ; que l'esprit de parti cesse de nous épuiser en nous divisant et que la combinaison Langevin-McGreevy soit anéantie. Pas de fausse honte ! Tout le monde a été trompé, et c'est le devoir de chacun de réparer les erreurs du passé."

Disparition d'un jeune homme

On nous informe qu'un jeune homme de Lévis, dont nous n'avons pu nous procurer le nom, est disparu de la résidence de son père depuis deux ou trois jours.

On ignore où il est. On croit cependant qu'il est parti pour les Etats-Unis.

DERNIERES DEPECHES

Nouvelles de Montréal

ORGANISATION DES ZOUAVES EN VUE DE LA DEMONSTRATION DE TOUROUVRE

NOMBREUSES ESCROQUERIES COMMISES PAR UNE BANDE DE FILOUS ETABLIS A MONTREAL

La peine du fouet

Incendie à Ste-Cunégonde.—Un constable maltraité. — Condamnations. — Recettes du Grand-Tronc la semaine dernière.

(De notre correspondant régulier)

Montréal, 5 août.—On mande de Washington que les autorités de l'administration centrale des postes viennent de mettre fin, aux Etats-Unis, aux nombreuses escroqueries commises récemment par une bande de filous établis à Montréal sous la raison commerciale *home fascinator company*. Cette prétendue compagnie publie un journal mensuel qui est expédié dans tous les Etats-Unis et dans lequel on offre toutes sortes de prix, tel que $1,000 en or, des services d'argenterie, des pianos, etc., aux personnes qui enverront à ce journal la plus longue liste de mots anglais composés seulement avec les lettres contenues dans ces mots *the worlds fair*. Dès qu'une personne envoie une liste de mots, la compagnie lui répond qu'elle a gagné l'un des premiers prix et qu'il lui sera expédié au reçu d'une somme de $4.30 pour les frais de transport. Naturellement, le naïf correspondant, lorsqu'il a envoyé la somme demandée, n'entend plus parler ni de la *Home fascinator company*, ni du fameux prix. Il paraît que de nombreux naïfs dans divers Etats, tel que la Pennsylvanie, le Kentucky, l'Iowa et le Missouri, se sont laissés prendre à ce piège cependant bien grossier. Mais l'administration centrale des postes vient non seulement d'interdire la circulation du journal de la *Home fascinator company*, mais encore de donner ordre dans tous les bureaux de poste de refuser d'émettre des mandats de poste à l'adresse de cette compagnie ou de lui expédier aucune lettre enregistrée.

—Les recettes du trafic du Grand-Tronc de la semaine finissant le 2 août 1891 :

	1891	1890
Passagers......	149,287......	149,562
Fret..........	229,109......	252,122
Total......	$378,396	$401,684
		378,396
Diminution pour 1891........		$22,288.

—M. Vallée, gouverneur de la prison, est de retour de Québec, où il est allé prendre les arrangements nécessaires pour la distribution des médailles aux Zouaves Pontificaux à *Tourouvre*, résidence de l'honorable M. Mercier à Sainte-Anne de la Pérade. De son côté, le chef Hughes a obtenu de M. Shaughnessy, du Pacifique, qu'un train spécial serait mis à la disposition des Zouaves qui, accompagnés des membres de la presse, quitteront la ville à trois heures de l'après-midi, mardi le 18 courant. Des lettres de faire part ont été envoyées à tous les membres de l'Union Allet demeurant actuellement aux Etats-Unis. Tous ceux qui conservent encore leur uniforme sont requis de le porter.

—Deux Danois nouvellement débarqués, nommés J. Poweisen et H. Charless, ont comparu ce matin en cour sur l'accusation d'avoir pris chacun un repas dans un restaurant de la rue St-Laurent sans avoir les moyens de payer. Sentence a été suspendue à la demande du consul du Danemark qui doit les faire rapatrier.

—Un des matelots du vapeur *Cape-Breton*, nommé Jas McDonald, a été arrêté pour avoir déserté son bord et assailli la police. Il a été logé en prison jusqu'à ce que le vaisseau quitte le port.

Un autre matelot, du nom de John McDonald, accusé de la même offense, a été puni de la même façon.

—Une dépêche nous annonce que deux juments achetées en France, sont arrivées hier à Québec par le *Buenos Ayrean*. C'est une acquisition faite par M. Mercier lors de son voyage en Europe ; elles sont destinées à sa ferme de Tourouvre.

—Un oriental du nom de Sehim Sheikah a été arrêté hier après-midi sous capias, par le grand connétable Bissonnette. Il paraîtrait que l'accusé cherchait à s'esquiver de la ville avec des marchandises appartenant à son associé.

—A 3 heures hier après-midi, le coroner Jones a tenu une enquête sur le corps d'Edmund Silas Schwab, qui s'est tué hier au Windsor en se tirant une balle dans la tête. Le jury a rendu un verdict de "suicide dans un moment d'aliénation mentale."

—Alphonse Blouin, de la rue Ontario, a été arrêté hier pour avoir gardé une chopine de whiskey blanc et trois bouteilles de bière dans un magasin de bonbons, tenu par lui. Pour cette offense, il devra payer $50 et les frais ou passé trois mois en prison.

—Le constable Donnelly du poste No 5 a été cruellement battu par un nommé P. Mooney pour être intervenu dans une bagarre entre hommes ivres. Il a été frappé à la tête avec une bouteille. Donnelly est maintenant confiné à sa chambre par suite des blessures reçues.

—C'est vendredi prochain, le 7 août, que Thomas McAdams, l'individu condamné à 30 coups de fouet et à 23 mois de prison pour assaut indécent sur une petite fille recevra les premiers 15 coups de fouet. La flagellation aura lieu vers 7 h. 30. Les officiers de la prison et les membres de la prison seront les seules personnes admises.

—Léon Miron, demeurant rue St-Justin, étant rentré chez lui hier après-midi en état d'ébriété, se prit de querelle avec sa propriétaire, qu'il frappa et renversa sur le plancher. Il fut arrêté quelques instants après. Ce matin, le recorder l'a condamné à $20 d'amende pour assaut ou deux mois de prison, et $5 ou un mois pour ivresse.

—Le tirage de la loterie de la province de Québec a eu lieu ce matin. Les gros lots ont été gagnés par les numéros suivants : 36,703, $15,000 ; 219,591, $5,000 ; 52,885, $2,500 ; 46,977, $1,250; 34,743, $500, et 96,940, $500.

—A l'enquête qui a été tenue sur le cadavre de Philéas Groulx, rue Rivard, lundi dernier, l'épouse du défunt a révélé le fait que son mari, le jour de sa mort, avait absorbé une pinte de whiskey en esprit et un gallon de bière.

—L'aviso français le *Bisson* arrivera probablement dans notre port demain. Son commandant est M. le capitaine Puech. Le frère de l'un des officiers, M. Wolf, a fondé un rancho au Manitoba et est un des grands propriétaires de la province des prairies.

—Un incendie s'est déclaré ce matin vers 4 heures, dans la scierie de M. Rutherford, à Ste-Cunégonde. Le feu a pris dans des copeaux près de la chaudière. Les pompiers sont arrivés promptement et sont parvenus, après un travail opiniâtre, à arrêter les progrès des flammes et à sauver les bâtisses voisines. Les pertes sont considérables.

—L'honorable juge Loranger et MM. Gustave Drolet et Arthur Dansereau, maître de poste, ainsi que les docteurs Rodier et Mount ont été les hôtes de M. E. G. Phaneuf à la maison du club de pêche et de chasse du chenal du Moine, samedi dernier. Ces messieurs ont fait une pêche quasi miraculeuse. Ils se sont divisés pas moins de 217 poissons entre eux. Quelques-uns des échantillons de la gent aquatique étaient réellement superbe.

—Vers cinq heures hier après midi, un marchand de la rue Notre Dame s'est fait voler son cheval et sa voiture à la porte d'un magasin de chaussures de la même rue, pendant qu'il était entré pour quelques instants. Il a téléphoné sans tarder à l'agence Gladu et Malo, donnant une description de sa bête et de la voiture. Le détective Gladu s'est mis à la recherche de l'attelage volé et l'a retrouvé ce matin attaché à une clôture.

—A sa dernière séance, le comité des parcs et traverses a décidé de demander au comité des finances d'assurer les bâtiments de l'île Ste-Hélène pour la somme de $11,580. On doit construire prochainement dans l'île Ste-Hélène un nouveau pavillon-abri qui coûtera $500.

—Le docteur D. McEachran, qui arrive d'un voyage au Nord-Ouest, donne les rapports les plus encourageants au sujet de la récolte dans cette partie du pays. Il se déclare surtout enchanté de l'élevage des chevaux et des bêtes à cornes, qui avant longtemps sans doute seront exportés en grande quantité. Plusieurs de ces magnifiques animaux seront admirés lors de l'exposition au mois de septembre prochain.

—Le chef Hughes a donné des ordres sévères aux sergents en devoir aux divers postes de la ville. Dorenavant, aucun prisonnier amené par des détectives appartenant à des agences privées ne seront hébergés dans les cellules. Ces messieurs devront à l'avenir surveiller leurs prisonniers eux-mêmes jusqu'à ce qu'ils les traduisent devant le magistrat de police. Un des constables a été suspendu de ses fonctions sur la plainte d'un individu qui dit que l'officier de police l'a battu dans une maison de prostitution de la rue Dorchester. Le plaignant prétend que le constable, quoiqu'en devoir, a passé son temps dans la maison en question et l'a assailli parce qu'il lui en voulait de longue date. De son côté, ce dernier dit qu'il a été appelé par la maîtresse de la maison pour remettre à la raison son nouveau visiteur qui faisait du tapage. La femme qui a comparu devant le chef Hughes, ce matin, nie cette version *in-toto*. Une enquête doit être tenu dans cette affaire lors de la prochaine assemblée du comité de police.

—Le constable Richard a arrêté hier après-midi, sur la rue Notre-Dame, un vieillard de 90 ans nommé Aug Marié qui dit demeurer sur la rue St-Paul. Le bonhomme était appuyé contre le mur d'une maison et il se déclarait incapable de marcher. Afin de le protéger, le constable l'a fait embarquer dans une voiture et l'a conduit au poste. Ce matin le père Marié a comparu devant le recorder qui lui a vanté le régime de l'hospice, mais le père a déclaré ne pas vouloir aller chez les Sœurs. Le recorder l'a renvoyé en lui recommandant d'essayer à se loger chez quelque famille charitable.

—M. Van Horne, président de la compagnie du Pacifique, s'embarquera demain à bord du *Vancouver* pour revenir au Canada.

—Le comte et la comtesse de Lotham s'embarqueront aussi à bord du *Mongolian* pour Montréal.

—MM. Hosmer et Skinner, représentants du Pacifique, ont été élus directeurs, aujourd'hui, à Londres, de la compagnie du câble des Bermudes.

Chambre des Communes

7ème PARLEMENT—1ère SESSION

CINQUANTE-SEPTIEME SEANCE

(De notre correspondant particulier)

Ottawa, 5 août.

Au commencement de la séance cet après-midi, M. BEAUSOLEIL se plaint d'un article du correspondant montréalais de l'*Empire*, l'accusant d'avoir organisé, en compagnie de W. R. Preston, dimanche dernier, à Montréal, un conciliabule de libéraux pour discuter la situation politique. M. Beausoleil proteste et dit que l'accusation n'est pas vraie.

Lorsque M. Foster propose que la Chambre se forme en comité des subsides, M. CHARLTON propose une motion de non confiance dans la politique du gouvernement concernant les terres publiques. Il dit que vingt membres du parlement ont obtenu la concession de 23 cantons de terrains forestiers dans les Territoires du Nord-Ouest. Le but n'était pas de développer ces terres d'aucune façon, mais d'en faire une spéculation. Ces terres n'ont pas été vendues par encan, mais accordées sur la simple demande de particuliers au gouvernement. Outre cela, plusieurs autres demandes ont été faites par des députés pour des parents ou des amis, et au nombre de ces députés on voit les noms de deux ministres de la couronne, sir Adolphe Caron, l'honorable M. Foster et MM. Davin, Robillard, Bergeron, etc. Il est facile pour tout honnête homme de voir combien ce système est mauvais.

M. Charlton propose alors : " Que la méthode suivie par le gouvernement pour la concession des terrains forestiers, miniers, ou de paturage, est de nature à mettre en péril l'indépendance des membres du parlement, en leur fournissant l'occasion d'obtenir de ces terrains pour eux-mêmes, pour leurs parents ou amis à des prix nominaux et sans être soumis à aucune concurrence. Plusieurs députés ont obtenu de ces concessions pour eux-mêmes ou pour leurs amis.

" Que la Chambre des Communes en 1882 et en 1886 a refusé de condamner cette pratique, mais que cette Chambre cependant croit que ces pratiques sont condamnables et devraient cesser complètement, et que les concessions forestières devraient être vendues à l'encan au plus haut enchérisseur, après annonce de la vente pendant un temps assez long pour permettre à ceux qui voudraient acheter d'aller visiter les terrains offerts en vente."

Après un discours de M. Dewdney, défendant la politique du gouvernement, MM. Robillard, Davin et Mackintosh, expliquent leur position.

M. ROBILLARD dit qu'il n'était pas député lorsqu'il a fait cette demande et M. Mackintosh a simplement fait la demande pour le compte d'autres personnes.

A six heures la séance est levée

SÉANCE DU SOIR

A la séance du soir, sir JOHN THOMPSON fait la revue de la politique du gouvernement au sujet de la vente des terrains forestiers. Il dit que lorsque le Nord-Ouest a été ouvert à la colonisation, il était de la plus haute importance que des chantiers fussent promptement ouverts et des scieries établies afin de fournir aux colons le bois dont ils avaient besoin pour construire leurs habitations et leurs bâtiments de ferme. Le gouvernement ne pouvait pas et n'avait pas le temps de faire explorer toute cette immense étendue de terrain pour connaître la valeur forestière de chaque canton en particulier. Ces explorations auraient coûté très cher et auraient fait perdre un temps considérable. Il valait mieux laisser faire cette dépense aux particuliers ; mais le gouvernement n'accorde aucune faveur dans la distribution de ces permis de coupe. Les règles et conditions sont les mêmes pour tout le monde et sont même très onéreuses au dire de plusieurs concessionnaires. Un concessionnaire ne peut pas garder le terrain qu'il a choisi et sur lequel il a payé le droit imposé par les règlements, s'il n'exploite pas ce terrain et n'y construit pas une scierie. Il lui faut ensuite payer des droits considérables, tous les ans, suivant la quantité de billots coupés.

Sir John Thompson dit que M. Charlton exploite lui-même une concession forestière, mais personne ne lui en fait de reproche parce qu'il l'a obtenue en se conformant à la loi et aux règlements en vigueur, tout comme les députés dont il a donné les noms à la séance de l'après-midi.

Sir Richard Cartwright, M. Bowell, M. Mills et M. Watson parlent sur la question : puis le vote est pris et donne le résultat suivant :

POUR.—Allan, Allison, Amyot, Armstrong, Bain Barron, Beausoleil, Béchard, Beith, Bernier, Bourassa, Bowers, Bowman, Brodeur, Brown (Chateauguay) Brown (Monck), Cameron (Huron), Campbell, Cartwright (sir Richard), Casey, Charlton, Choquette, Christie, Colter, Davidson, Davies, Dawson, Delisle, Devlin, Fauvel, Featherston, Flint, Fraser, Frémont, Gauthier, Geoffrion, Gibson, Gilmor, Godbout, Grieve, Guay, Hargraft, Harwood, Innes, King, Landerkin, Langelier, Laurier, Lavergne, Leduc, Legris, Levingston, MacDonald (Huron), McGregor, McMillan, McMullan, Mignault, Mills (Bothwell), Monette, Mulock, Mousseau, Murray, Paterson (Brant), Perry, Proulx, Rider, Rinfret, Rowand, Sandborn, Savard, Scriver, Semple, Simard, Somerville, Spohn, Sutherland, Tarte, Trow, Truax, Vaillancourt, Watson.—81.

CONTRE.—MM. Baker, Bergin, Bowell, Burnham, Cameron (Inverness), Carignan, Carpenter, Caron (sir Adolphe), Chapleau, Cleveland, Coatsworth, Cochrane, Cockburn, Corbould, Corby, Costigan, Craig, Curran, Daly, Daoust, Davin, Davis, Denison, Desaulniers, Desjardins (L'Islet), Dewdney, Dickey, Dugas, Dupont, Dyer, Earle, Fairbairn, Ferguson (Leeds), Ferguson (Renfrew), Foster, Fréchette, Gillies, Girouard, Gordon, Grandbois, Haggart, Hazen, Henderson, Hodgins, Hutchinson, Ingram, Ives, Jamieson, Kaulbach, Langevin (sir Hector), Larivière, Leger, Lippé, MacDonald (Kings), Macdonald (Winnipeg), MacDonnell (Algoma), MacDowall, MacIntosh, McAlister, MacDonald (Victoria), McDougald (Pictou), McDougall (Cap-Breton), McKay, McLennan, McLeod, McNeill, Madill, Mara, Marshall, Masson, Miller, Mills (Annapolis), Montague, O'Brien, Ouimet, Pelletier, Pope, Prior, Putnam, Reid, Robillard, Roome, Ross (Dundas), Ryckman, Sproule, Stevenson, Stairs, Taylor, Temple, Thompson (sir John), Tisdale, Tupper, Tyrwhitt, Wallace, Weldon, White (Cardwell), White (Shelbourne), Wilmot, Wood (Brockville), Wood (Westmoreland).—100.

AVIS DE MOTION

M. BOWELL a donné avis ce soir des résolutions promises par le gouvernement au sujet des débentures du chemin de fer du Nord. Les résolutions proposent la remise du million de débentures, à condition que la compagnie du Pacifique fasse sur cette ligne des améliorations s'élevant à $970,000. Ces amélioration seront divisés comme suit: matériel roulant, environ $350,000 ; amélioration des stations entre St-Martin et Québec, nouvelles voies d'évitement, ponts de fer pour remplacer les ponts de bois, et autres travaux dans les cités de Québec et Trois-Rivières. A Québec, la compagnie du Pacifique s'engagera à construit un élévateur pour le grain, un hangar pour la farine et autres améliorations qui seront jugées utiles au trafic dans la cité. A Trois-Rivières, un petit élévateur, des améliorations sur le chemin de ceinture et sur le chemin des Piles. Ces améliorations sur la ligne à Québec et à Trois-Rivières sont estimées à $300,000. Dans les considérants de la résolution, il est dit que la compagnie a eu un déficit de $534,378 dans l'exploitation de ce chemin jusqu'au 31 décembre 1890 et que ce déficit a été causé pour une bonne part par les dépenses considérables que la compagnie a dû faire pour renouveller les ponts et certaines parties du chemin.

Comité des privileges et élections

LE TEMOIGNAGE DE L'HON. THOMAS McGREEVY

(Service spécial de L'ELECTEUR)

Ottawa 5 août.

Présidence de M. Girouard.

M. Thomas McGreevy est appelé à donner son témoignage.

M. Fitzpatrick l'interroge.

Le témoin représente Québec-Ouest depuis 1867. Il a toujours été conservateur et a pris un intérêt considérable aux luttes de son parti. Avant son élection, il avait le contrat de construction des édifices parlementaires à Ottawa et lors de son élection il a cédé ce contrat à son frère Robert McGreevy. Le témoin a eu en outre le contrat de construction du chemin de fer du Nord, et Robert McGreevy avait l'exécution de cet ouvrage. Dans toutes ces transactions, son frère n'a pas eu de succès et lui doit aujourd'hui une somme de près de $400,000. M. McGreevy est si enroué que la majorité des membres du comité et les journalistes ne peuvent saisir ses paroles.

On lui donne un siège plus près des journalistes.

Il a avancé de fortes sommes à son frère en différentes circonstances, et surtout pour lui aider à acheter des parts dans la compagnie du Richelieu. A la fin de 1888, ou vers le commencement de 1889, O. E. Murphy déclara au témoin que Robert McGreevy n'était pas aussi pauvre que le témoin le croyait, car il était membre de la société Larkin et Connolly et en retirait de fortes sommes. C'est la première nouvelle que le témoin ait jamais eue que son frère était membre de cette société. Robert McGreevy devait à la banque Union, depuis plusieurs années, un billet de $18,800 sur lequel il payait seulement les intérêts. Finalement, la banque poursuivit, et le billet fut payé par Robert McGreevy, aidé par O. E. Murphy.

Les premières relations entre le témoin et la société Larkin ont eu lieu en 1879. Le témoin n'était pas membre de la Commission du Hâvre alors. En 1880, 1881 et 1882 il connaissait très peu O. E. Murphy.

Le témoin fait ensuite l'historique des soumissions demandées en 1882 par les Commissaires du Hâvre pour le dragage du bassin. Le contrat fut offert aux deux plus bas soumissionnaires, mais ceux-ci refusèrent.

A cette occasion, Sir Hector Langevin écrivit à la commission du hâvre une lettre demandant les raisons pour lesquelles la plus basse soumission n'avait pas été acceptée. La lettre est datée du 3 juillet 1882. Les commissaires répondirent en date du 8 août que les deux plus bas soumissionnaires ayant retiré leurs soumissions, la commission ne pouvait faire autre chose qu'accorder le contrat aux soumissionnaires suivants qui étaient Larkin Connolly & Cie. Le témoin nie avoir jamais dit à Murphy alors qu'il était inutile pour lui de mettre une soumission pour cet ouvrage, parce que les commissaires n'accepteraient pas celles-là et en demanderaient de nouvelles.

Le témoin nie aussi l'assertion de Murphy que lui, Thomas, connaissait la société de Robert avec Larkin & Connolly. Il n'a jamais eu de conversation avec Murphy à ce sujet. Son frère Robert a toujours nié qu'il avait aucune part dans la société Larkin & Connolly et il ne savait pas non plus qu'il en eut.

Le témoin dit qu'il n'a jamais reçu d'argent des entrepreneurs à l'occasion de ce contrat de 1882. Lors du contrat pour le *cross-wall*, en juin 1883, le témoin dit qu'il était en relations d'affaires avec son frère Robert McGreevy, mais il connaissait très peu M. Murphy. Un jour, à Ottawa, il a rencontré sur la terrasse du parlement M. Boyd, ingénieur de la commission du hâvre, qui lui a dit qu'il avait terminé les calculs des soumissions et lui a aussi parlé de certaines erreurs commises dans quelques-unes des soumissions. M. Boyd ne lui a pas donné la position relative des différents soumissionnaires. Il nie avoir jamais dit à Murphy que la soumission Peters, Moore & Wright serait " figured up ".

Il n'a jamais eu aucun intérêt dans la soumission Beaucage et nie avoir jamais dit à Murphy qu'il avait avancé l'argent pour la garantie de la soumission Beaucage. Il a appris depuis que l'argent avait été avancé par M. Samson. Il n'a jamais non plus dit à Murphy qu'il paierait $5,000 pour faire retirer la soumission Beaucage.

Il n'est pas vrai non plus, tel qu'il est dit dans les accusations publiées dans le *Canadien*, que Murphy ait donné à Robert McGreevy, en présence du témoin, $25,000 en billets, à l'occasion de la signature du contrat du *cross wall*, en 1883, ou pour l'obtention de ce contrat. Les personnes nommées par Murphy, les membres de la société Connolly, ne sont jamais venues dans son bureau signer ces billets ainsi que son frère Robert McGreevy. Vers l'époque de la signature de ce contrat, ou dans l'été de 1883, aucuns billets s'élevant en total à la somme de $25,000 n'ont été signés.

Au sujet de l'assertion de Robert, qu'une partie de ces billets a servi à payer le jugement de la Cour Suprême, dans la cause de McCarron, le témoin explique qu'il était malade alors et se préparait à partir pour la campagne. Il demanda à son frère s'il ne pourrait pas lui rembourser une partie des $400,000 qu'il lui devait. Robert répondit qu'il ne le pouvait pas dans le moment, mais qu'il tâcherait d'obtenir des billets d'accommodation pour satisfaire le jugement, en attendant qu'il puisse réaliser un peu d'argent. Le témoin dit qu'il laissa alors à son teneur de livres le soin de s'entendre avec Robert McGreevy, le soin d'arranger la chose au moyen de billets, et il signa lui-même à cet effet un billet de $3,000. Il apprit ensuite de Robert qu'il avait obtenu de Murphy trois billets d'accommodation de $5,000, mais le témoin ne fit lui-même aucun arrangement avec Murphy à ce sujet.

L'année suivante, lorsque le temps fut arrivé de payer ces billets, le témoin dit à Robert qu'il avait besoin d'argent pour des fins politiques et que s'il était obligé de payer ces billets, cela le mettrait dans la gêne. Robert lui dit alors de ne pas s'occuper du paiement de ces billets, qu'il y verrait lui-même et de garder cet argent pour les fins politiques dont il parlait.

Quant aux deux autres billets de $5,000 à demande, en date du 14 mai et du premier juin 1883, le témoin dit qu'il ne les a jamais vus et n'en a jamais touché le produit.

La séance est ajournée jusqu'à 3h. 30 cet après-midi.

(AUDIENCE DE L'APRES-MIDI)

M. Robert McGreevy dépose devant le comité une centaine de lettres et documents demandés par le comité. Il lui est impossible cependant de fournir tout ce qui est demandé. Il n'a pas de *diary* pour l'année 1882 et n'a pas d'autres livres que ceux déjà en la possession du comité. Le témoin dit qu'il a en possession une lettre de M. Thomas McGreevy, que pour sa part il ne refuse pas de soumettre au comité, mais à la production de laquelle Thomas pourrait avoir objection.

La lettre est montrée à M. T. McGreevy qui dit n'y avoir aucune objection.

M. Thomas McGreevy continue sa déposition et nie avoir jamais demandé ou reçu de O. E. Murphy la somme de $22,000 en billets en 1882, tel que le comporte le témoignage de Murphy. Il n'a jamais dit non plus à son frère Robert que Murphy avait promis de lui donner $14,000 ou $22,000 pour le contrat supplémentaire au bassin de Lévis en 1882. Il n'a jamais discuté cette question avec son frère Robert. Il ne se rappelle pas non plus avoir jamais vu les deux billets de $5,000 et un de $4,000, que l'avocat montre au témoin et que Robert McGreevy a dit dans son témoignage lui avoir remis pour le journal le *Monde*. Les billets ne portent à leur face aucune marque indiquant qu'ils aient jamais été escomptés ou même payés dans une banque. Les chèques produits et apparaissant comme pièces justificatives du paiement de ces billets sont tous signés de la main de O. E. Murphy. Le témoin admet que dans l'automne de 1884, il a demandé à son frère Robert de l'argent pour des fins politiques et qu'il a reçu de lui alors $10,000 en deux paiements de $5,000 chaque. Ces paiements ont été faits en billets de banque. Cet argent n'avait aucun rapport avec le contrat du *cross wall* en 1883.

Le témoin nie avoir jamais reçu ou vu la lettre publiée dans la preuve, signée par M. H. F. Perley, à la date du 11 septembre 1884, et adressée au témoin. Il nie aussi avoir jamais fait aucune convention ou aucun arrangement avec les entrepreneurs Larkin & Connolly au sujet du bassin d'Esquimalt. Il n'a jamais eu d'offre d'argent des entrepreneurs pour leur obtenir des changements dans les devis et les extras. Il n'a jamais non plus demandé ni reçu d'argent de Murphy ou de Connolly pendant la construction du bassin d'Esquimalt. Lors des élections de 1887, le témoin avait reçu de son frère Robert, dans le mois de février, la somme de $15,000. Le mois suivant, il a reçu un autre $5,000. Le témoin admet avoir reçu en tout de son frère, depuis 1883 jusqu'en 1889, la somme de cinquante-cinq mille piastres pour fins politiques. Il n'a jamais payé aucune part de cet argent au parti libéral. Interrogé au sujet de sa lettre à M. Verret, à propos de la substitution du chèque de Murphy au certificat de dépôt en la possession des commissaires du hâvre, le témoin dit que la lettre soumise au comité est la même que celle écrite à M. Verret. Le témoin explique qu'il voyait des objections à faire la substitution sans soumettre la demande au bureau des commissaires, mais il aurait été dans le bureau en faveur de la substitution si elle avait été régulièrement demandée, parce que la société Larkin avait suffisamment fait d'ouvrage et avait sur les lieux un matériel assez considérable pour garantir le chèque de $25,000. La lettre n'a jamais contenu le mot " No."

Le témoin qualifie d'histoire inventée à plaisir la narration faite par Murphy de l'entrevue qui aurait eu lieu à sa maison le soir de la réception des soumissions du *cross wall* par les commissaires du hâvre ainsi que de l'examen des soumissions avant leur envoi à Ottawa. Il ne sait pas si M. Charles McGreevy a eu les soumissions entre les mains. La chose est possible. M. Verret peut les lui avoir remises pour les porter à M. Perley.

Au sujet des transactions entre Thomas et Robert McGreevy, concernant le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, le témoin dit qu'il n'a jamais reçu la somme de $42,000 que son frère prétend lui avoir payée. De ce chef tout ce qu'il a reçu c'est huit mille piastres en décembre 1886, à l'occasion des élections provinciales.

Le témoin raconte ensuite les transactions relatives à l'achat du steamer *Admiral*. La compagnie de navigation décida un jour de faire l'achat d'un steamer pour faire le service dans la Baie des Chaleurs. La position financière de la compagnie n'étant pas très bonne à cette époque, les directeurs décidèrent que l'achat serait fait au nom de M. Chabot, gérant de la compagnie. Ce dernier et le témoin se rendirent à New-York où ils trouvèrent à acheter l'*Admiral*, et comme la compagnie de navigation n'avait pas les fonds pour payer les deux mille piastres comptant qui étaient demandées, le témoin dit qu'il fit l'avance de l'argent et que le steamer fut enregistré au nom de M. Chabot, en attendant le jour où la compagnie de navigation pourrait le reprendre à son nom. Après l'achat du steamer, il devint nécessaire de lui faire subir des réparations considérables pour le mettre en état de faire le service. Ce fut encore le témoin qui avança l'argent pour ces réparations et pour payer la balance de l'achat, la compagnie de navigation étant incapable de le faire. Le steamer n'a jamais été assuré, les compagnies d'assurances refusant de prendre des risques dans la Baie des Chaleurs. L'hypothèque de $25,000 sur l'*Admiral* était une hypothèque *bona fide*.

Le contrat passé avec le gouvernement a été fait au nom de M. Chabot, et c'est ce chemin qui depuis 1883 a retiré la subvention de $12,500 par année. Chaque année M. Chabot rendait ses comptes au témoin et lui remettait une certaine somme, gardant dans sa caisse une balance suffisante pour l'exploitation de l'*Admiral*. Les $12,500 du gouvernement faisaient partie des recettes de l'*Admiral*, mais le témoin dit que les profits ne se sont jamais élevés à cette somme. Les premières années, ils étaient à peu près nuls. Depuis quelques années, ils ont approché $10,000. Depuis le 13 février 1891, le témoin a vendu tous ses droits sur l'*Admiral* à Nicholas Connolly.

Examiné par M. Girouard, le témoin admet avoir rédigé lui-même la déclaration lue dans les Communes l'année dernière par M. Curran. Il dit qu'il croyait avoir droit de faire une telle déclaration au sujet du steamer *Admiral*, parce que M. Chabot était réellement le seul propriétaire enregistré du steamer *Admiral*. M. Chabot aurait pu ne jamais rendre compte au témoin de son administration et des recettes de l'*Admiral* et le témoin n'aurait eu aucun recours contre M. Chabot. Le témoin dit qu'il a en substance répété lui-même cette année cette déclaration devant la Chambre des Communes, et il donne la même explication qu'il a déjà donnée au sujet de son titre de propriétaire du steamer *Admiral*.

Une longue discussion a lieu à ce sujet entre divers membres du comité et à six heures la séance est levée.

LES QUELQUES CENTAINES DE PIASTRES DE LA " VERITE "

Texte officiel du témoignage de M. Vincelette devant le comité d'enquête

M. Osler exhiba d'abord à M. Vincelette le reçu suivant :

" Reçu de M. Murphy, $200
" pour une entreprise catholique. Le
" même gentilhomme m'a donné $300
" pour le même objet l'hiver dernier.
" Québec, 22 septembre 1883,
" C. VINCELETTE. "

M. Vincelette admet avoir écrit ce document, et avoir reçu ces sommes de M. Murphy et il ajoute :

" J'ai demandé cet argent et l'ai eu. Il m'a été donné parce que ceux qui me l'ont donné savaient que je ne l'emploierait pas pour mon usage personnel.

Q.—Comment êtes-vous arrivé à vous adresser à M. Murphy pour cela ?

R.—J'ai été introduit à M. Murphy par un ami commun, peut-être deux, je ne suis pas sûr, mais je suis certain pour un. J'ai rencontré M. Murphy plusieurs fois et lui ai demandé de l'argent, lui disant pourquoi j'en avais besoin et il me l'a donné.

Par le président :

Q.—Pour quelles fins ?

R.—Une partie était pour le Cercle Catholique et une autre pour la propa-

(Voir à la deuxième pages)